

MAE

L'Algérie condamne fermement les attaques terroristes au Mali

L'Algérie a fermement condamné les attaques terroristes qui viennent d'endeuiller le Mali et exprimé sa sympathie et sa solidarité face à cette épreuve que lui impose le fléau terroriste, indique ce vendredi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. «L'Algérie condamne fermement les attaques terroristes qui viennent d'endeuiller le Mali frère et voisin. Elle lui exprime sa sympathie et sa solidarité face à cette épreuve que lui impose le fléau terroriste», souligne le communiqué. L'Algérie tient à «exprimer de nouveau sa ferme conviction que c'est par la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger de bonne foi sur la base d'une volonté politique qui ne souffrirait d'aucune hésitation ni réserve, que le Mali pourra construire un front interne capable de résister aux agressions que le terrorisme fait subir au Mali et au-delà à l'ensemble de la région», ajoute la même source. De plus, l'Algérie tient à «assurer le Mali que sa disponibilité à travailler avec lui pour la mise en œuvre de cet accord reste entière, car il constitue le rempart qui préserve la sécurité, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la stabilité de ce pays frère», conclut le communiqué.

Lire page 16

A l'invitation du Président Tebboune

Erdogan en visite en Algérie très prochainement

● Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a fait état, jeudi dernier à Ankara, de la préparation d'une série d'accords entre l'Algérie et la Turquie dans plusieurs domaines, qui seront signés à l'occasion de la visite prévue très prochainement en Algérie du président turc Recep Tayyip Erdogan, à l'invitation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Lire page 3

Prix du président de la République du journaliste professionnel
Les conditions de participation dévoilées



Le ministère de la Communication a annoncé, jeudi dans un communiqué, le lancement de la 9^e édition du Prix du président de la République du journaliste professionnel, alors que la date limite du dépôt des candidatures est fixée au 10 octobre 2023. Selon la même source, les thèmes retenus pour cette édition qui sera organisée à l'occasion de la Journée nationale de la presse, célébrée le 22 octobre de chaque année, sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'articulent autour des sujets suivants: «La nouvelle Algérie et la problématique de la sécurité alimentaire et hydrique» - «La nouvelle Algérie: renforcement des capacités et de la créativité de la jeunesse» et «La sécurité énergétique et ses dimensions géopolitiques».

Lire page 4

Conférence internationale «Gastech» à Singapour
Sonatrach affirme sa position de fournisseur traditionnel fiable sur le marché mondial du gaz

Sonatrach prend part à la conférence internationale «Gastech», qui s'est déroulée entre le 5 et le 8 septembre en cours à Singapour, a indiqué, ce jeudi, un communiqué du Groupe. «Sonatrach prend part aux activités de la conférence internationale «Gastech» tenue cette année à Singapour du 5 au 8 septembre en cours, avec une délégation de cadres représentants les filières du Groupe opérant dans la production et la commercialisation du gaz naturel et du gaz liquéfié», selon le communiqué. La participation de Sonatrach à cette conférence annuelle vient pour affirmer «sa position en tant que fournisseur traditionnel fiable sur le marché mondial du gaz, qui honore ses engagements contractuels, avec une stratégie basée sur sa capacité à s'adapter aux exigences du marché mondial du gaz grâce à la variété d'offres de gaz et la diversité des chaînes d'exportation entre les gazoducs, les structures de liquéfaction et la flotte de méthaniers», a ajouté le communiqué.

Lire page 7

Face aux nouvelles mutations géostratégiques, du poids des BRICS et du groupe de Shanghai
Quelles perspectives de la réunion du G20 en Inde qui verrait l'adhésion de l'Union africaine

Le sommet du G20 dont l'Inde exerce sa présidence du 1^{er} décembre 2022 au 30 novembre 2023 se tiendra les 9 et 10 septembre en 2023 étant la dix-huitième réunion du Groupe un sommet en Inde qui assure la présidence tournante avec une absence remarquable le président chinois qui sera représenté par son Premier ministre et président de la Fédération de Russie pour d'autres raisons.

Contribution

Lire page 5



Photo : D.R. ©

● Collaboration algéro-italienne

Ouverture de «Mediterranea-visions d'une mer ancienne et complexe» à Alger

«Mediterranea-visions d'une mer ancienne et complexe», une installation itinérante à travers le bassin méditerranéen, a été ouverte, jeudi soir à Alger, en témoignage «signifiant et fort» de la collaboration artistique et culturelle entre l'Algérie et l'Italie. Organisée par l'ambassade d'Italie en Algérie en collaboration avec le ministère de la Culture et des Arts, cette installation, visible jusqu'au 13 octobre au Palais de la culture Mostafà Zakaria à Kouba, marque une «période de coopération maximale entre l'Algérie et l'Italie», a déclaré l'ambassadeur d'Italie en Algérie Giovanni Pugliese, donnant lecture à l'allocution d'ouverture. L'installation qui entend raconter «l'histoire, la beauté, les peuples et les mythes» de cette «mer-Continent», ainsi que les tensions et les dangers qui la guettent aujourd'hui, explore les spécificités de cet espace composite et proposant la narration, à différents niveaux de son histoire, longue et complexe...

Lire page 13

● EN

Les «remplaçants» ratent le coche

On ne peut pas dire que l'équipe alignée, jeudi, face à la Tanzanie à Annaba, a marqué des points, même si le coach lui trouve des circonstances atténuantes. «Il peut manquer les automatismes, de la fluidité dans le jeu, j'en suis conscient. Je peux donc mettre certaines imperfections sur le compte de ces facteurs. Aujourd'hui, on voit Kadri qui a peu de sélections, Bouamani aussi, Chaïbi pareil. Zorgane n'a pas joué depuis un moment, Abdelli, Mahious... Ça fait beaucoup de choses, quand même. Tout ça, j'en prends la responsabilité», a-t-il déclaré en conférence de presse à l'issue de la rencontre soldée par un triste 0 à 0 devant des Tanzaniens qui ont joué le match de leur vie pour se qualifier à la phase finale de la CAN 2023. Il leur manquait un point pour assurer leur présence en Côte d'Ivoire. L'hiver prochain, ils sont allés le chercher avec leurs tripes. Les Verts ont rarement inquiété l'arrière-garde de la Tanzanie, malgré leur domination, notamment en seconde période.

Lire page 15

21 Echos du jour

Ils opéraient dans le blanchiment d'argent pour une valeur de 800 millions de dinars 6 suspects arrêtés à Sétif

Les éléments de la brigade du service de police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Sétif ont mis fin aux agissements d'un groupe criminel composé de 6 individus, opérant dans le blanchiment d'argent d'une valeur de 800 millions de dinars, selon un communiqué publié jeudi par ce corps constitué. Selon ce document, une opération menée par ces services a conduit à l'arrestation de 6 suspects âgés de 34 à 61 ans et à la saisie de 190 obligations au porteur d'une valeur financière de 800 millions de dinars, en plus d'un montant en espèces de plus d'un million de dinars, de 8 cachets humides commerciaux et d'un reçu d'obligations originales émises par une institution financière pour un montant de 100 millions de dinars. Au cours de la même opération, 63 dossiers préparés en vue d'une falsification concernant des ventes fictives ont été saisis, ainsi que de fausses factures liées à des transactions commerciales fictives, récupérées au siège d'une société appartenant au principal suspect. Des ordinateurs, des téléphones portables et des clés USB utilisées pour la falsification ont également été saisis au domicile de l'un des suspects, selon le communiqué de la Sûreté de wilaya.

L'opération policière a été menée en coordination avec le parquet et l'autorité centrale pour le traitement de ce type d'affaires, liées à des transactions financières suspectes de deux personnes originaires de la wilaya de Sétif détenant des obligations au porteur au niveau de deux agences bancaires. L'enquête préliminaire a battu en brèche les justifications du principal suspect concernant le montant saisi, en démontrant après approfondissement des investigations, que la provenance de ladite somme était suspecte et provenait de pratiques commerciales fictives, donc frauduleuses, visant à dissimuler des transferts financiers illégaux. Les conclusions des enquêteurs ont été confortées par des fichiers saisis, relatifs à des transactions avec des clients grossistes, originaires de plusieurs wilayas, dont la plupart ont des antécédents en matière d'évasion fiscale, selon la même source. La coordination avec les Directions des Impôts et du Commerce a également confirmé que toutes les transactions «illégalles et déloyales» visaient des pratiques commerciales frauduleuses, en particulier l'établissement de fausses factures. A l'issue de l'enquête, des poursuites pénales ont été enga-



gées contre les individus arrêtés qui ont été traduits devant la juridiction territorialement compétente pour, notamment, «blanchiment d'argent dans le cadre d'un groupe criminel organisé», «abus usurpatoire des facilités

accordées à certaines activités professionnelles» et «faux et usage de faux dans l'établissement de documents commerciaux et bancaires», conclut le communiqué.

Malia S.

Protection civile

10 morts et 398 blessés en zone urbaines en une semaine

Dix personnes ont trouvé la mort et 398 autres ont été blessées dans 330 accidents corporels de la circulation survenus en zones urbaines du 29 août au 4 septembre, selon un bilan rendu public jeudi par les services de la Sûreté nationale. Le bilan fait état d'une baisse du nombre d'accidents (-47), de blessés (-60) et de morts

(-5), par rapport aux chiffres enregistrés la semaine précédente, a précisé la même source. Le facteur humain reste la principale cause de ces accidents (+96%), en raison notamment du non-respect du code de la route et de la distance de sécurité, de l'excès de vitesse, de la fatigue et du manque de concentration au volant, outre l'état

du véhicule, selon la même source. Dans ce cadre, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) réitère son appel aux usagers de la voie publique à la prudence et au respect du code de la route, rappelant les numéros vert 1548 et de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24 pour tout signalement.

Laghouat

7 morts dans un accident de la route au nord de la wilaya

Sept personnes ont trouvé la mort dans un accident de la circulation survenu ce vendredi matin au niveau du chemin de wilaya (CW-230) reliant les communes d'El Kheneg et El Houita, au nord de Laghouat, ont rapporté les services de la

Protection civile (PC). L'accident s'est produit à 25 kilomètres au nord-ouest de Laghouat suite à une collision frontale entre deux véhicules utilitaires causant la mort sur place de cinq personnes, alors que deux autres sont décédées à l'hôpital,

selon la même source. Les corps sans vie des victimes ont été évacués vers la morgue de la polyclinique d'El Kheneg, alors que les blessés ont été admis à l'hôpital mixte Colonel-Lotfi du chef-lieu de wilaya, a déclaré à l'APS le chargé de la com-

munication à la Protection civile de Laghouat, le capitaine Walid Nakmouche. Une enquête a été ouverte par la gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de cet accident tragique.

Saison estivale

14 décès par noyade dans les plages et les plans d'eau la semaine dernière

Les services de la Protection civile ont enregistré 14 décès par noyade dont 10 au niveau des plages, et ce, durant la période allant du 1er au 7 septembre. Le chargé de communication à la Direction générale de la Protection civile (DGPC), le lieutenant Youcef Abdat, a indiqué que les services de la Protection civile avaient enregistré, durant la période allant du 1er au 7 septembre, 14 décès par noyade, 10 au niveau des plages et 4 dans des plans d'eau. Selon ce nou-

veau bilan, le nombre des personnes mortes par noyade depuis le premier juin dernier s'élève à 282 cas, dont 209 cas au niveau des plages et 73 cas au niveau des plans d'eau. Le même responsable a ajouté que le nombre d'interventions de la Protection civile au niveau des plages depuis le début de la saison estivale s'élevait à 72 179 interventions durant lesquelles 47 513 personnes avaient été sauvées d'une mort certaine.

Bouira

Un mort et quatre blessés dans une collision à Lakhdaria

Une personne est décédée et quatre autres ont été blessées dans une collision survenue jeudi sur l'autoroute Est-Ouest à Lakhdaria (Ouest de Bouira), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. L'accident s'est produit tôt le matin sur la voie autoroutière menant vers Constantine, à hauteur de Lakhdaria, suite à une collision entre trois véhicules légers, a-t-on précisé. «Un quadragénaire est mort sur le coup et quatre autres personnes ont été blessées» dans l'accident, ont précisé les services de la Protection civile. Le corps de la victime décédée a été transporté à la morgue de l'hôpital de la ville de Lakhdaria, où sont évacués les blessés pour recevoir les soins nécessaires, selon la même source. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

T. B.

Saisie de plus de 29 000 comprimés psychotropes Arrestation de deux mis en cause à Tiaret

Les services de la Gendarmerie nationale ont saisi dernièrement, en collaboration avec les services des Douanes algériennes de Tiaret, plus de 29 000 comprimés psychotropes et arrêté deux mis en cause, a indiqué un communiqué du groupement territorial de la Gendarmerie nationale. La même source a indiqué que l'opération, traitée par la brigade territoriale d'Aïn Dheb, en collaboration avec l'inspection des divisions des Douanes algériennes, a permis la saisie de 29 200 comprimés psychotropes, en plus de 6,4 millions de dinars comme revenus de la vente de ce poison, de même que des moyens de transport utilisés pour commettre le crime. Les deux mis en cause seront présentés devant les instances judiciaires après achèvement des procédures d'enquête pour les chefs d'inculpation de constitution de bande criminelle et de trafic illicite de produits pharmaceutiques, selon le communiqué.

Edité par la Sarl Echo Médias Algérie		Directeur de la Publication Ahsene Saaid	Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger	L'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité (ANEP)	
	Quotidien National d'Information	Directrice de la Rédaction D' Lila Meraou	Rédaction : 5F, rue des 3 Frères Bouadou - Bir Mourad Raïs - Alger	Adresse : Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger. Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81 Fax : 021 73 95 59 E-mail : agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz	
	Directeur Général Fondateur Tewfiq Meraou	Rédacteur en Chef Mouloud Hamdi	Tél-Fax : 023 54 23 23 / 023 54 23 02	Direction de la publicité : Tél-Fax : 023 54 23 04	Diffusion Zigzag Impression Ouest-Centre-Est Express SIA
	Directeur Technique Walid Boumaaraf		Compte N° : 00500111400213631013		

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.



WWW.lechodalgerie.dz



E-mail : echodalgerie@gmail.com



L'Echo d'Algérie Quotidien National d'Information



@echodalgerie_dz

A l'invitation du Président Tebboune Erdogan en visite en Algérie très prochainement



Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a fait état, jeudi dernier à Ankara, de la préparation d'une série d'accords entre l'Algérie et la Turquie dans plusieurs domaines, qui seront signés à l'occasion de la visite prévue très prochainement en Algérie du président turc Recep Tayyip Erdogan, à l'invitation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.



Lors d'une conférence de presse conjointe animée avec son homologue turc Hakan Fidan à l'occasion de la tenue des travaux de la deuxième session de la Commission mixte algéro-turque de la planification, M. Attaf a déclaré que ces accords concernent «plusieurs domaines pour ne citer que le commerce, l'investissement, l'énergie, l'enseignement et la culture». «Nous préparons la mouture finale des projets de ces accords qui seront signés lors de la visite en Algérie du Président Recep Tayyip Erdogan dans un avenir très proche», a fait savoir le ministre. M. Attaf, qui participait à cette commission dans le cadre de sa visite de travail en Turquie, chargé par le Président Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que «les deux pays ont réalisé de grands progrès sans précédent dans l'histoire de leurs relations bilatérales en vue de leur élargissement à tous les secteurs et domaines offrant des opportunités de coopération et de partenariat multiples au mieux des intérêts de nos deux pays et peuples frères». «Plusieurs mesures pratiques ont été convenues à cette occasion à même de valoriser ces acquis et renforcer cette dynamique par tous les moyens à travers l'enrichissement du cadre juridique de la coopération bilatérale et la poursuite de la préparation d'une série d'«importants accords», a-t-il souligné. En sus des secteurs importants tels que la métallurgie, la sidérurgie, les textiles, le bâtiment et les travaux publics (BTP) qui ont «fait les principaux succès bilatéraux», M. Attaf a affirmé que «le partenariat économique algéro-turc s'étend désormais à de nouveaux secteurs à l'instar des énergies renouvelables, des mines, de l'agriculture saharienne et de l'industrie pharmaceutique». Le ministre a assuré également que les efforts se poursuivaient «pour renforcer les autres dimensions des relations bilatérales, notamment celles relatives à la

coopération dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la santé, qui sont en mesure de renforcer les dimensions humaines de nos relations bilatérales». M. Attaf a souligné en outre que les deux pays «avancent progressivement et résolument dans la réalisation des objectifs assignés par les dirigeants des deux pays frères, notamment en ce qui concerne l'objectif d'augmenter les échanges commerciaux à 10 MDS à moyen terme», ajoutant que l'Algérie est devenue «le deuxième partenaire commercial de la Turquie en Afrique avec des échanges commerciaux bilatéraux dépassant les 5 MDS, et la première destination des investissements directs turcs dont la valeur actuelle dépasse les 6 MDS». Il a également indiqué que cette évolution «place la Turquie, pays frère, en position de premier investisseur étranger hors hydrocarbures en Algérie», relevant dans le même sens «l'extension de l'activité des entreprises turques en Algérie, dont le nombre avoisine les 1500 entreprises couvrant différents secteurs avec plus de 30 000 postes d'emploi assurés». Pour sa part, M. Fidan s'est félicité de la coopération entre la Turquie et les pays africains, ajoutant que «les pays africains qui apprécient les initiatives et les démarches turques, considèrent qu'elles sont basées sur la coopération commune et permettent de créer des opportunités communes pour l'action africaine et la relance de l'économie et des autres secteurs dans le continent africain», mettant en avant le caractère stratégique des relations afro-turques. M. Attaf a indiqué, en outre, que les relations algéro-turques connaissent «un fort élan et une évolution notable au double plan politique et économique». Il a précisé que toutes les rencontres et tous les entretiens qu'il a eus avec de hauts responsables lors de son séjour à Ankara, «ont permis de procéder à une évaluation

globale de notre avancée dans la concrétisation des priorités qualitatives et des objectifs quantitatifs tracés par les deux Présidents, Abdelmadjid Tebboune et Recep Tayyip Erdogan, en prélude et en préparation de leur rencontre prochaine en Algérie, à l'occasion de la 2e session du Conseil de coopération de haut niveau», affirmant que les relations algéro-turques connaissent «un fort élan et une évolution notable au double plan politique et économique». Le ministre a, en outre, souligné que le consensus politique algéro-turc autour des principaux dossiers régionaux et internationaux d'intérêt commun «est toujours de mise, se consolide et se renforce à travers l'engagement commun en faveur des principes et des valeurs consacrés dans la charte des Nations unies, ainsi qu'à travers les démarches inlassables du président de la République visant à faire prévaloir la logique du dialogue et de la négociation en vue de résoudre les crises et conflits, quel que soit le degré de leur complication ou le niveau de leur gravité». Dans ce contexte, M. Attaf a indiqué avoir partagé avec le Président Erdogan et son homologue turc «la vision analytique de l'Algérie sur les développements dangereux que connaît la région sahélo-saharienne, ainsi que la profonde préoccupation face à la détérioration accélérée de la situation dans cet espace régional» qui «est devenu le foyer du plus grand nombre de tensions et de conflits dans le monde», a-t-il dit. «J'ai, également, fait part aux frères turcs de l'initiative du président de la République visant à assurer un règlement pacifique de la crise provoquée par le changement anticonstitutionnel au Niger, et de ses efforts tendant à renforcer l'approche de développement global face aux défis multidimensionnels qui s'imposent aux pays et aux peuples de cette région, des efforts qui ont été grandement salués et soutenus par la Turquie, pays frère», a poursuivi le ministre. Pour sa part, le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a indiqué avoir évoqué, lors des entretiens avec son homologue algérien, la visite du président turc en Algérie, ainsi que les questions stratégiques intéressant les deux pays. Aussi, il a été question, ajoute-t-il, d'aborder le renforcement de la coopération dans le cadre de la résolution des problèmes du continent africain. Pour rappel, le Président Tebboune avait effectué une visite d'Etat en Turquie en mai 2022, marquée par une volonté de part et d'autre de renforcer et consolider davantage les relations bilatérales. L'engagement des deux pays sur cette voie s'est renforcé encore davantage par la signature de plusieurs accords de partenariat concernant notamment les secteurs des hydrocarbures, l'enseignement supérieur, la diplomatie, la culture, le tourisme et l'agriculture. Le Président Erdogan, qui avait effectué une visite officielle en Algérie à la tête d'une importante délégation ministérielle relevant de plusieurs secteurs, ainsi que des hommes d'affaire, avait abordé avec le Président Tebboune le volet de la coopération bilatérale et les questions régionales et internationales d'intérêt commun.

T. Benslimane

Prix du président de la République du journaliste professionnel Les conditions de participation dévoilées

Le ministère de la Communication a annoncé, jeudi dans un communiqué, le lancement de la 9^e édition du Prix du président de la République du journaliste professionnel, alors que la date limite du dépôt des candidatures est fixée au 10 octobre 2023.

Selon la même source, les thèmes retenus pour cette édition qui sera organisée à l'occasion de la Journée nationale de la presse, célébrée le 22 octobre de chaque année, sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'articulent autour des sujets suivants: «La nouvelle Algérie et la problématique de la sécurité alimentaire et hydrique» - «La nouvelle Algérie: renforcement des capacités et de la créativité de la jeunesse» et «La sécurité énergétique et ses dimensions géopolitiques». Ce Prix vise à «encourager et promouvoir la production de la presse nationale sous toutes ses formes, à stimuler l'excellence, la créativité, le professionnalisme dans la presse nationale, et à instaurer la culture du mérite, en récompensant le meilleur travail journalistique en lien avec les sujets proposés, réalisé individuellement ou collectivement».

La candidature pour la participation au prix du Prix du président de la République du journaliste professionnel est ouverte dans 5 catégories, à savoir «Presse écrite: article de fond, reportage et enquête, information télévisuelle: reportage, enquête et documentaire, information radiophonique: reportage et enquête, presse électronique: œuvre d'information diffusée sur le Net. Illustration: photographie, dessin et caricature de presse». Pour participer à ce Prix, le candidat «doit être de nationalité algérienne, justifier d'au moins 3 ans d'exercice de la profession et ne pas être membre du jury», précise le ministère. Le candidat «n'est éga-

lement autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre», tandis que dans la catégorie photo, il «peut participer avec plus d'une œuvre», ajoute le communiqué, soulignant que la participation «peut être à titre individuel ou collectif». Les conditions de participation à ce Prix, fixées par le ministère de la Communication, stipulent, en outre, que les lauréats du Prix du président de la République du journaliste professionnel dans les différentes catégories «ne sont pas autorisés à participer au concours pour une durée de 3 années consécutives» et que «les œuvres présentées doivent avoir fait l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période allant du 22 octobre 2022 au 10 octobre 2023». Le dossier de candidature doit comprendre: 3 exemplaires des œuvres participantes, une copie de la carte nationale d'identité, une copie de la carte professionnelle, un certificat de travail attestant de trois années d'expérience et le formulaire dûment rempli. Ce dernier est téléchargeable sur le site web du ministère: <https://ministerecommunication.gov.dz>. Le communiqué du ministère de la Communication précise, par ailleurs, que les dossiers de participation «doivent être adressés à Monsieur le président du jury du Prix du président de la République du journaliste professionnel par courrier ordinaire à l'adresse suivante: Ministère de la Communication, BP N 474, Bir Mourad Raïs, Alger, ou déposés au siège du ministère de la Communication, Bureau N 701, 7^e étage».



Finances

Faid préside la réunion technique d'ouverture de la mission du FMI

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé, jeudi à Alger, la réunion technique d'ouverture de la mission du Fonds monétaire international (FMI) au titre de l'article IV, conduite par Chris Geiregat, chef de mission pour l'Algérie, département Moyen-Orient et Asie Centrale, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, le ministre a notamment mis l'accent sur l'amélioration des agrégats macro-économiques du pays qui s'est engagé dans une démarche de diversification de l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, en dépit du contexte mondial qui demeure très volatil, selon le communiqué. «En dépit du contexte mondial qui demeure très volatil et très réactif aux tensions économiques, et géopolitiques, le gouvernement algérien, à travers sa politique économique engagée ces dernières années, a mis en place des mécanismes adéquats visant une diversification de l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, afin d'engager l'Algérie sur la voie d'un développement économique résilient, inclusif et solidaire», a souligné le ministre. Evoquant les leviers de la relance économique, M. Faid a ajouté que «dans le cadre d'une vision stratégique, le gouvernement cible le développement des secteurs porteurs de croissance économique en encadrant le commerce extérieur, en stimulant les exportations hors hydrocarbures et en rationalisant les importations sans nuire à la production nationale». Il a, dans ce cadre, mis l'accent sur la poursuite du programme de réformes et de modernisation qui touche tous les aspects des finances publiques et ce, à travers la modernisation de l'administration publique, la refonte de ses modes de gestion, l'accélération de la transformation numérique et la modernisation du système statistique national. Evoquant les retombées de la pandémie de la Covid-19 et ses consé-

quences sur l'économie nationale, le ministre a souligné que «l'Algérie poursuit la consolidation de ses équilibres internes et externes comme suite aux mesures prises par les autorités algériennes qui visent à atténuer les retombées de ladite pandémie. Celles-ci comprennent, notamment le soutien budgétaire aux entreprises et aux ménages vulnérables et le maintien des politiques monétaires accommodantes pour le maintien de l'activité économique». Il a relevé à ce titre que «ces mesures ont permis le redressement de l'économie nationale, perçu à travers l'amélioration des agrégats macro-économiques et des comptes de l'Etat qui s'est traduit en 2022 par une quasi-stabilité de la croissance économique qui est passée de +3,4% en 2021 à +3,2% en 2022, avec une prévision de croissance de +5,3% en 2023», selon le communiqué. Ce redressement de l'économie nationale «s'est traduit, aussi, par une hausse importante des exportations, l'amélioration des réserves de changes et du solde du Trésor public», indique encore le ministre des Finances, ajoutant que la conjoncture économique et financière nationales se caractérisera notamment, à fin 2023 comparativement à l'année 2022, par le maintien du solde positif de la balance commerciale, la stabilisation des réserves de changes, et l'augmentation des recettes budgétaires.

Le texte portant encadrement du partenariat public/privé en cours de finalisation

Evoquant les chantiers de réformes structurelles finalisés cette année, visant à mettre l'économie sur un sentier de croissance résilient et durable, M. Faid a souligné que parmi ces chantiers «la mise en œuvre du nouveau code de l'investissement dont les principales mesures visent à dévelop-

per les secteurs d'activités prioritaires, assurer un développement territorial durable et équilibré, valoriser les ressources naturelles, favoriser le transfert technologique et développer l'innovation et l'économie de la connaissance». Il s'agit aussi de la nouvelle loi monétaire et bancaire qui vise à renforcer les mécanismes de suivi et de contrôle, à travers la création de nouveaux comités notamment celui de la stabilité financière, lesquels seront chargés du contrôle macro-prudentiel et de la gestion des crises, la promulgation de la nouvelle loi sur la compatibilité publique et la mise en œuvre de la nouvelle loi organique des lois de finances, basées sur la modernisation des systèmes budgétaires visant l'accroissement de la performance de la gestion publique. De plus, note-t-on de même source, le texte portant encadrement et développement du partenariat public privé «est en cours de finalisation». Exprimant, d'autre part, sa satisfaction quant à la qualité des thématiques retenues pour être débattues entre les experts de la mission du FMI et les cadres du ministère des Finances, le ministre a évoqué notamment la problématique du changement climatique et environnemental, en mettant l'accent sur le choix de la thématique sur la politique monétaire, sa transmission, ses instruments et celle de l'inclusion et de la diversification financière. De son côté, le chef de mission pour l'Algérie du FMI a exprimé son «appréciation à l'égard du partenariat» de son institution avec l'Algérie et a réitéré la disposition du Fonds à «poursuivre son accompagnement au processus de réformes engagé par notre pays qui vise à instaurer la stabilité sociale et économique et qui contribue à fournir le terrain nécessaire pour les investissements, à stimuler le rythme de la croissance et à consacrer la transparence et ce, à travers les actions d'assistance technique et de conseil», souligne encore le communiqué.

Campagne de réhabilitation du réseau AEP Derbal lance l'opération à Annaba

Le ministre de l'Hydraulique a donné le coup d'envoi d'une campagne de réparation des fuites affectant les réseaux de l'AEP, jeudi après-midi à Annaba. Lors de sa supervision du lancement de cette «campagne solidaire» pour la réhabilitation du réseau d'AEP, qui met à contribution 20 unités de wilayas de l'Algérienne des eaux (ADE), le ministre a indiqué que cette opération s'inscrit dans le cadre de la volonté de maîtriser la distribution de l'eau potable et d'attaquer de front les déséquilibres, tout en préservant cette «ressource vitale sensible». Dans ce contexte, le ministre, rappelant «l'impératif de promouvoir et d'améliorer le ser-

vice public de l'eau», a souligné «la nécessité de traduire les objectifs de cette campagne sur le terrain», et insisté sur le fait que les résultats attendus «doivent être en adéquation avec les importants moyens mis en place». M. Derbal rappelle que cette campagne de réhabilitation du réseau donnera lieu, en plus de la réparation de plus de 200 points de fuites, à la lutte contre les raccordements illicites et à l'installation de compteurs et a appelé les responsables concernés à exercer un «suivi rigoureux et périodique» de cette action. Au cours de cette visite, le ministre s'est également enquis de l'état d'avancement d'une opération de réhabi-

litation et de développement des réseaux d'AEP au quartier Gassiot.

Réhabilitation de plus de 190 000 mètres linéaires de conduites

A Annaba, où il a écouté un exposé détaillé sur le projet de réhabilitation de plus de 190 000 mètres linéaires de conduites à travers les différentes communes de la wilaya, moyennant une enveloppe financière de plus de 2,2 milliards de dinars. M. Derbal a également inspecté le projet du barrage écrêteur de Bouhdid destiné à protéger la ville d'Annaba des inondations. Il a fait part, in situ, de la nécessité d'accélérer le rythme de

réalisation en optant pour le système du travail continu en 3 x 8. «Tous ces projets qui ont nécessité des investissements publics importants doivent être réalisés dans les délais impartis et dans les normes de qualité requises», a insisté M. Derbal. Dans la zone de Sidi Achour, à Annaba, le ministre a supervisé la mise en service de quatre réservoirs d'eau d'une capacité de 2500 mètres cubes chacun, dédiés à l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable, avant d'inspecter, au quartier Seybouse, sur un site prévu pour l'agrandissement du port d'Annaba, des travaux de nettoyage d'une zone où se déversent les eaux de pluie et des rejets d'eaux usées.

Face aux nouvelles mutations géostratégiques, du poids des BRICS et du groupe de Shanghai

Quelles perspectives de la réunion du G20 en Inde qui verrait l'adhésion de l'Union africaine

● Par Abderrahmane Mebtoul, professeur des universités

Le sommet du G20 dont l'Inde exerce sa présidence du 1^{er} décembre 2022 au 30 novembre 2023 se tiendra les 9 et 10 septembre en 2023 étant la dix-huitième réunion du Groupe un sommet en Inde qui assure la présidence tournante avec une absence remarquée le président chinois qui sera représenté par son Premier ministre et président de la Fédération de Russie pour d'autres raisons.

L'objet de cette présente contribution est de mesurer le poids économique du G20 face à deux autres organisations mondiales qui militent pour un monde multipolaire à savoir les BRICS et le groupe de Shanghai en référence au produit intérieur brut au prix du marché qui mesure la richesse créée par tous les agents, privés et publics, sur un territoire national pendant une période donnée étant pour l'instant l'indicateur le plus retenu dans les organisations internationales, bien que voilant les disparités de la répartition du revenu par couches sociales.

1 - Selon l'agence américaine Bloomberg, appuyée par plusieurs pays, les USA, l'Inde, la Russie, la Chine, la France, l'Allemagne le 7 septembre 2023, précisant qu'une annonce officielle sera faite lors de ce sommet, le G20 aurait accepté la demande d'adhésion de l'Union africaine et lui a accordé le statut de «membre permanent»; si cette option se concrétise nous aurons le G21. Les membres du G20 sont l'Afrique du Sud, en rappelant que le Nigeria, l'Égypte et l'Afrique du Sud, (le seul pays membre du G20) avec un PIB de 477,4 milliards de dollars en 2022, suivi de l'Égypte avec un PIB de 476,7 milliards de dollars en 2022 et de l'Afrique du Sud, avec un PIB de 405,9 milliards de dollars cumulant presque la moitié du PIB du continent africain 1,4 milliard d'habitants soit 18% de la population mondiale, l'Allemagne, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, les États-Unis, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, la République de Corée, le Royaume-Uni, la Russie, la Turquie et l'Union européenne. L'Espagne participe avec le statut d'invité permanent, en plus de huit autres invités qui sont, le Bangladesh, l'Égypte, l'Île Maurice, les Pays-Bas, le Nigeria, Oman, Singapour, et les Emirats. Les principaux points à l'ordre du jour sous le thème «une Terre, une famille, un futur» sont les suivants : le développement et la croissance durables ; le financement de la lutte contre le changement climatique; le commerce et les investissements ; la transition numérique et la préservation de la paix internationale. Le PIB des 19 membres du G20 se répartit ainsi : l'Australie avec un PIB de 1675 milliards de dollars, les USA 25 462, l'Inde 3530, l'Arabie saoudite 1108, l'Argentine, le Brésil 1920, le Canada 2139, la France 2950, la Russie 2240, l'Espagne 1398, le Mexique 1414, la Turquie 906 m, l'Allemagne 4072, l'Italie 2010, le Royaume-Uni 3070, la Chine 18 100 l'Indonésie 1319, le Japon 4232 et la Corée du Sud 1665 milliards de dollars de PIB, soit au total 25 316 milliards de dollars. Pour les autres pays invités, ayant été choisis, selon une combinaison du poids de leur population, de leur PIB et des relations stratégiques, nous avons l'Espagne avec un PIB 1397 milliards de dollars pour une population de 47, 4 millions, Bangladesh 460 pour une population de 169,4 millions, l'Égypte 477 pour une population de 109,3 millions, Maurice 11,5 de PIB, pour une population de 1,6 million, les Pays-Bas 991 pour une population de 17,5 millions, le Nigeria 477 pour une population de 213 millions, Oman 114 pour une population de 4,5 millions, Singapour 468 pour une population de 5,5 millions, les Emirats 507 milliards de dollars de PIB pour une population de 9,4 millions. Selon les données de la Banque mondiale pour 2022, le G7 qui réunit l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon totalisent 43.706 milliards de dollars soit près de 44% du PIB mondial pour moins d'un milliard d'habitants. Pour le G20 nous aurons un total de 80.318 milliards de dollars de PIB représentant 80 % du PIB mondial, 75 % du commerce international et 60 % de la population mondiale dont les USA 31,70% pour une population de 334 millions d'habitants et la Chine 22,53% pour une population de 1,4 milliard d'habitants. Pour les deux pays dont les



rappports de force façonneront le nouvel équilibre économique mondial entre 2023/2030, ils représentent 54,23% du PIB mondial.

2 - Face donc au poids économique du G20, dont plusieurs membres sont également dans d'autres organisations et devant être réalistes du fait de la mondialisation existant des échanges croisées, quel est le poids économique des BRICS et le groupe de Shanghai où actuellement les principaux partenaires de ces deux organisations les pays occidentaux ? Pour le PIB des BRICS, constitués de 11 États, nous avons : la Chine 18 100 milliards de dollars, - l'Inde 3530 - la Russie 2.240, milliards de dollars - le Brésil 1.920 milliards de dollars et l'Afrique du Sud 406 milliards, l'Arabie saoudite 1108 milliards de dollars ; Argentine 632 milliards de dollars, 6 - Emirats 508 milliards de dollars, Égypte 476 milliards de dollars, Iran 388 milliards de dollars - Éthiopie 127 milliards de dollars Le PIB pour 2022 des 11 pays des BRICS est de 29.000 milliards de dollars soit 29% du PIB mondial pour 2022 et 45% de la population mondiale, dont la Chine représente 62,41%. Pour le groupe de Shanghai, les neuf membres de l'organisation sont actuellement : la Chine : la Chine 18 100 de PIB pour une population d'un milliard 400 millions et un PIB par tête d'habitant de 9.605 dollars ; la Fédération de Russie, 2.240, milliards de dollars de PIB, un PIB par tête d'habitant de 11 300 pour une population de 146 millions ; l'Inde 3530 de PIB pour une population de 1,38 milliard d'habitants en 2021, mais a dépassé la Chine en 2023 avec 1,4286 milliard d'habitants et un PIB par tête d'habitant de 2.036 dollars ; le Kazakhstan 220 milliards de dollars de PIB pour une population de 20 millions et un PIB par tête d'habitant de 11 290 dollars ; le Kirghizistan, 12 milliards de dollars de PIB, un PIB par te d'habitant de 1350 dollars pour une popula-

tion de 10 millions; l'Ouzbékistan, 80 milliards de dollars pour une population 33 millions et un PIB par tête d'habitant de 1263 dollars ; le Pakistan 376 milliards de dollars pour une population 221 millions et un PIB par tête d'habitant de 1555 dollars; Tadjikistan 10,5 milliards de dollars de PIB, un PIB par te d'habitant de 1750 dollars pour une population de 6,6 millions; l'Iran 388 milliards de dollars pour une population 84 millions et un PIB par tête d'habitant de 5491 Pour ces neuf pays membres nous avons un total de 24.674 milliards de dollars soit environ 25% du PIB mondial de 2022 pour une population approchant 3,4 milliards d'habitants, la Chine représentant 70% du PIB. Si l'on inclut les États observateurs dont l'Afghanistan; le Belarus, la Mongolie et les partenaires de dialogue qui sont ; la Turquie; le Qatar 237; l'Égypte; l'Arménie, ; l'Azerbaïdjan; le Cambodge, le Sri Lanka et en dernière date, l'Arabie saoudite et le Koweït. Le PIB cumulé totalise en 2022, selon les données de la Banque Mondiale, près de 28.000 milliards de dollars soit près de 28% du PIB mondial, pour une population d'environ 45% dont la Chine représente 64,64%.

En conclusion, il est important pour certains pays en voie de développement dont l'Algérie de comprendre le nouveau façonnement du monde qui connaît un bouleversement géostratégique s'orientant vers la multipolarité, de profondes mutations économiques dont la transition énergétique pour lutter contre le réchauffement climatique et la transition numérique qui façonnent différemment la gestion des institutions, des entreprises et influent sur les comportements. L'on ne doit jamais oublier que dans la pratique des relations internationales n'existent pas de sentiments, mais que des intérêts.

A. M.
(ademmebtoul@gmail.com)

L'ONAEA procède à la numérisation des contenus pédagogiques

Le taux d'analphabétisme recule à 7,40 % en 2022

L'Office national d'alphabétisation et d'enseignement des adultes (ONAEA) a procédé à la numérisation des contenus pédagogiques d'alphabétisation dans le cadre de l'introduction des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le processus d'enseignement.



Dans sa déclaration coïncidant avec la célébration de la Journée internationale de l'alphabétisation (8 septembre), le directeur de l'ONAEA, Kamel Kherbouche, a indiqué que l'office avait procédé à la numérisation de tous les manuels d'alphabétisation sous forme d'applications via son site web, et ce, dans le cadre de l'introduction des technologies de l'information et de la communication dans les processus d'enseignement et d'apprentissage. M. Kherbouche a souligné que cette démarche visait à «activer les mesures prises dans les programmes d'alphabétisation à travers l'adoption de moyens modernes en

vue d'appuyer les cours en présentiel par des mécanismes d'accompagnement à distance au profit des enseignants des classes d'alphabétisation et des apprenants». Le même responsable a révélé que l'office envisageait de lancer une plateforme numérique comportant des données sur les modalités d'accès aux classes d'alphabétisation, les inscriptions et les résultats trimestriels. Evoquant la stratégie nationale d'alphabétisation, M. Kherbouche a indiqué que «grâce aux efforts conjugués des départements ministériels, secteurs et associations concernés, le taux d'analphabétisme a reculé considérablement», précisant qu'il était

de «7,40% en 2022». Depuis le lancement de cette stratégie nationale en 2008, les classes d'alphabétisation ont enregistré plus de 5 millions d'apprenants, dont 3,6 millions ont obtenu un diplôme d'alphabétisation, soit 70,68% du nombre total des inscrits à l'échelle nationale, a-t-il rappelé. Pour l'année scolaire 2022-2023, le nombre d'inscrits en classes d'alphabétisation était de 300 969 apprenants, avec une majorité de femmes (91,42%), encadrés par 12 585 enseignants. Depuis le début de l'année en cours, 748 apprenants diplômés des classes d'alphabétisation ont été intégrés dans l'enseignement à distance et 218 autres dans la formation professionnelle, a indiqué le responsable, faisant état de 511 non-voyants inscrits en classes d'alphabétisation en braille. Parallèlement, l'ONAEA organise des campagnes de sensibilisation, des expositions et des portes ouvertes pour faire connaître les programmes et mécanismes en place en matière d'alphabétisation. L'office s'emploie également à concrétiser les objectifs nationaux tracés, les recommandations de la décennie arabe de l'alphabétisation et les objectifs de développement durable et à activer des méthodes alternatives en matière d'alphabétisation, à la lumière des moyens matériels et humains assurés par l'Etat dans ce domaine.

Les efforts de l'état en matière d'alphabétisation mis en relief

Les participants à une rencontre sur «l'alphabétisation par le savoir culturel : réalité et défis», ont mis en relief, ce jeudi à Alger, les efforts de l'état en matière d'alphabétisation, à travers l'élaboration de programmes, l'adoption d'une stratégie nationale et la réunion de tous les moyens nécessaires à cet effet. A cette occasion, le président de l'Association d'alphabétisation «Iqraa», Hocine Khalid, a précisé que l'Algérie «a franchi de grands pas et

obtenu des résultats positifs grâce aux politiques et mesures judicieuses adoptées en matière d'alphabétisation», ajoutant que le taux de l'analphabétisme «est passé de 85% en 1962 à 7,4% en 2022». Il a en outre rappelé la contribution de l'association «Iqraa», depuis sa création, aux efforts visant à réduire le taux d'analphabétisme au niveau national, avec «l'alphabétisation de près de 2 millions de personnes» dans les classes de l'association, outre la réalisation de 15 centres de proximité spécialisés dans le domaine de la formation et de l'insertion des femmes et des jeunes filles, et ce, en étroite collaboration avec les autorités locales, tout particulièrement dans les zones rurales». Par ailleurs, M. Khalid a fait part d'un nouveau concept sur l'alphabétisation numérique et culturelle, ajoutant que l'association «Iqraa» a signé des conventions avec plusieurs secteurs afin de participer à la promotion de ce concept et l'accompagnement de l'association dans le développement de ses activités à travers l'utilisation des outils numériques modernes.

Le président de la Commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des affaires religieuses à l'APN, Omar Maamar a, de son côté, souligné les efforts de l'état en matière d'alphabétisation, à travers «la mise en place des moyens nécessaires et l'intensification des efforts des secteurs et associations concernés par l'alphabétisation». Les participants à cette rencontre organisée par l'association «Iqraa» à l'occasion de la journée internationale de l'alphabétisation, célébrée le 8 septembre de chaque année, ont insisté sur la nécessité de renforcer la collaboration entre les différents intervenants en matière d'alphabétisation.

Les représentants de certains secteurs ont saisi l'occasion pour présenter les programmes tracés en matière d'alphabétisation ainsi que les mesures adoptées à cet effet.

Yasmine D.

Industrie pharmaceutique La production des cristaux d'insuline effective à partir du premier semestre 2024

L'Algérie se lancera dans la production des cristaux d'insuline à partir du premier semestre de l'année 2024, après la signature d'une convention de coopération entre Sidal et un partenaire chinois, a annoncé, ce jeudi, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun. Le ministre a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Oran, que les cristaux d'insuline (matière première dans la fabrication de l'insuline) sont produits dans quatre usines à travers le monde, qualifiant le lancement de sa fabrication en Algérie de grand pas. Le marché de l'insuline en Algérie représente 420 millions d'euros par an, avec un nombre de diabétiques insulinodépendants avoisinant les 2,5 millions, a-t-il déclaré. Il a également souligné que son ministère s'est engagé à réduire le coût de l'insuline de 50 pour cent d'ici la fin 2023, notant qu'il y a aujourd'hui trois usines qui produisent différents types d'insuline. Ali Aoun a encore

affirmé, dans ce sens, que d'ici à la fin 2024, l'Algérie sera complètement autonome en matière de production d'insuline. Abordant le climat actuel de l'investissement en Algérie, notamment après l'adoption de la nouvelle loi sur les investissements, il a souligné que l'impact de celle-ci est palpable sur le terrain. M. Aoun a rappelé que près de 585 projets dans le secteur de l'Industrie pharmaceutique étaient gelés depuis 2017, pour des «raisons futiles», ajoutant que l'adoption de la nouvelle loi de l'investissement a permis le dégel de 80% d'entre eux en quatre mois. Au sujet de la construction automobile, le ministre a affirmé que le cahier des charges est claire, soulignant qu'aucune autorisation d'introduction de véhicules au marché algérien ne sera accordée aux entreprises qui ne se lanceront pas dans la réalisation d'usines. A ce propos, il a annoncé que des voitures des marques «Opel» et «JAC» seront sur le marché national avant la fin de l'année en cours. Le

ministre a inspecté le projet d'achèvement de l'annexe du Laboratoire national de contrôle des produits pharmaceutiques, qui couvrira 16 wilayas de l'Ouest et du Sud-ouest du pays, dont le taux d'avancement a atteint 97%, et qui sera réceptionné à la fin du mois de septembre courant. Ali Aoun a également visité le complexe sidérurgique «Tosyali Algérie» ainsi que l'usine «AlfaPipe» à Bethioua, spécialisée dans la fabrication de tubes de transport d'eau, de pétrole et de gaz. Cette usine est en arrêt depuis 2019 et sa direction a été récemment confiée au complexe «I-Metal», a-t-on expliqué sur place. Le ministre a donné des instructions pour accélérer la remise en production de cette usine. M. Aoun, qui a suivi une présentation détaillée sur les capacités du secteur industriel à Oran, a également affirmé que la capitale de l'Ouest du pays est considérée comme pôle industriel important qui regroupe 30 pour cent de l'industrie nationale.

ONU

«La pollution de l'air est une urgence mondiale», souligne Antonio Guterres

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a déclaré, ce jeudi, que chaque année, la pollution de l'air cause la mort de sept millions de personnes, qualifiant ce problème d'«urgence mondiale». Dans un message à l'occasion de la Journée internationale de l'air pur pour un ciel bleu, coïncidant avec le 7 septembre de chaque année, M. Guterres soutient que «la pollution de l'air constitue une urgence mondiale. Environ 99% de l'humanité respire un air chargé de suie, de soufre et d'autres produits chimiques toxiques, les pays à revenu faible ou intermédiaire étant les plus exposés». Selon lui, chaque année, «sept mil-

lions de personnes en meurent prématurément, et la pollution de l'air est intimement liée au réchauffement climatique». «La pollution de l'air ne connaît pas de frontières, parcourant des milliers de kilomètres et se propageant avec le vent. Et la crise climatique a des conséquences dévastatrices et croissantes sur tous les continents de la Terre», ajoute-t-il dans son message. Pour lui, «les problèmes mondiaux nécessitent des solutions mondiales. Nous devons agir ensemble pour un air pur - le thème de la Journée internationale de l'air pur pour un ciel bleu de cette année». Par la même occasion, il préconise «l'accélération

d'une transition juste et équitable des combustibles fossiles, en particulier le charbon, vers des énergies propres et renouvelables, tout en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte». Pour y parvenir, le chef de l'ONU propose «un Pacte de solidarité climatique» dans lequel tous les grands émetteurs déploient des efforts supplémentaires pour réduire leurs émissions, et les pays les plus riches mobilisent des ressources financières et techniques pour aider les économies émergentes à y parvenir. Il propose aussi «un programme d'accélération pour dynamiser ces efforts». «J'exhorte tous les pays à mettre ces

deux mesures en œuvre», écrit M. Guterres. Et d'ajouter : «Nous devons également soutenir la transition vers une cuisine propre et des véhicules électriques. Nous devons encourager la marche et le vélo dans les villes et mettre en place des systèmes pour faire de la gestion responsable des déchets une seconde nature. Et nous devons tenir notre engagement de réduire les émissions de méthane». «Notre air est un bien commun et une responsabilité commune. Travaillons ensemble pour le nettoyer, protéger notre santé et laisser une planète saine aux générations à venir», conclut le SG de l'ONU.

Conférence internationale «Gastech» à Singapour Sonatrach affirme sa position de fournisseur traditionnel fiable sur le marché mondial du gaz

Sonatrach prend part à la conférence internationale «Gastech», qui s'est déroulée entre le 5 et le 8 septembre en cours à Singapour, a indiqué, ce jeudi, un communiqué du Groupe.

«**S**onatrach prend part aux activités de la conférence internationale -Gastech- tenue cette année à Singapour du 5 au 8 septembre en cours, avec une délégation de cadres représentants les filières du Groupe opérant dans la production et la commercialisation du gaz naturel et du gaz liquéfié», selon le communiqué. La participation de Sonatrach à cette conférence annuelle vient pour affirmer «sa position en tant que fournisseur traditionnel fiable sur le marché mondial du gaz, qui honore ses engagements contractuels, avec une stratégie basée sur sa capacité à s'adapter aux exigences du marché mondial du gaz grâce à la variété d'offres de gaz et la diversité des chaînes d'exportation entre les gazoducs, les structures de liquéfaction et la flotte de méthaniers», a ajouté le communiqué. La tenue de ce rendez-vous consacré à l'énergie intervient dans un cadre du «consensus mondial que le gaz naturel est le meilleur carburant pour cette période de

transition énergétique globale», ainsi que le contexte «des défis auxquels fait face le climat économique et géopolitique actuel, que sont les changements climatiques d'une part, et la satisfaction de la demande croissante sur l'énergie d'autre part», selon le communiqué. La conférence «Gastech» est l'une des plus grandes conférences internationales de discussion sur les plus importantes questions et technologies modernes dans le domaine du gaz naturel, du gaz liquéfié, de l'hydrogène et de la diminution des émissions de carbone, et ce, avec la participation de plus de 40 000 participants. Au programme de cette manifestation, plusieurs assises sur le rôle du gaz et du gaz naturel liquéfié dans le mix énergétique mondial, ainsi que des discussions sur le rôle du gaz naturel et du gaz liquéfié dans le renforcement de l'industrie internationale de l'énergie pour faire face aux exigences, sur le moyen terme, de l'énergie à faible émission de carbone, selon le communiqué.

Abdallah M.



Industrie automobile

L'usine de véhicules FIAT opérationnelle en fin 2023

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a affirmé, ce jeudi, dans la wilaya d'Oran, que l'usine d'automobile de marque FIAT sera prête pour se lancer dans la production en fin 2023, conformément aux délais fixés. Le ministre a indiqué, dans une déclaration à la presse, en marge de l'inspection de ce projet implanté dans la zone industrielle de Tafraoui, dans le cadre de sa visite dans la wilaya d'Oran, que les travaux de réalisation avancent suivant le programme tracé, se déclarant optimiste que le premier véhicule de marque FIAT sortira de l'usine au courant de décembre prochain, conformément aux délais fixés. Accompagné du wali d'Oran, Saïd Sayoud, de l'ambassadeur d'Algérie en Italie, Abdelkrim Touahria, du président du Conseil d'administration de l'usine, Hakim Boutehra et du directeur

général de l'usine, Sergey Vasilyev, Ali Aoun s'est enquis de l'état d'avancement des travaux. Le ministre a déclaré que «l'usine de véhicules FIAT est considérée comme la première du genre à l'étranger à 100 pour cent. Sa réussite est une preuve de l'ouverture de l'Algérie à l'investissement étranger», soulignant que le domaine est ouvert aux investisseurs étrangers que ce soit purement étrangers ou en partenariat avec des entreprises nationales.

Les responsables de l'usine ont présenté un exposé du projet dont le taux d'avancement des travaux a atteint 75%, faisant savoir que sa capacité de production est estimée à 90 000 véhicules par an. Trois types de véhicules (modèles) seront produits jusqu'à 2026. Le quatrième type sera lancé en production à partir de 2029, a-t-on annoncé. Pas moins de 125 travailleurs ont été recrutés

alors que ce nombre d'emplois atteindra 300 à la fin de l'année en cours, de même qu'il est attendu le recrutement de 300 autres au courant de l'année 2024. Le nombre de stagiaires formés en coopération avec le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels a atteint 428 dont 180 ont été embauchés.

En ce qui concerne le taux d'intégration, le ministre a déclaré qu'il doit atteindre 40 et 50%, mais avant cela il importe de développer et de densifier le tissu industriel local pour satisfaire les besoins. Il a donné, dans ce contexte, des instructions pour soutenir les startups et d'accélérer l'aménagement de l'espace dédié aux jeunes sous-traitants dans la zone industrielle de Tafraoui, en particulier ceux qui produiront les pièces détachées entrant dans le montage des véhicules. A. M.

FAO

Le riz au plus haut en 15 ans



Les prix du riz dans le monde ont atteint en août leur plus haut niveau en 15 ans, augmentant de 9,8% sur un mois après les restrictions d'exportations de l'Inde, a indiqué, vendredi, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les prix alimentaires mondiaux dans leur ensemble ont pour leur part légèrement reculé le mois dernier (-2,1% par rapport à juillet), tirés vers le bas par le recul des prix des céréales, des huiles végétales, de la viande et des produits laitiers. Mais les

prix du riz sont directement affectés par la décision prise le 21 juillet par New Delhi d'interdire l'exportation de riz blanc non basmati (environ le quart de ses exportations habituelles de riz), afin de conserver suffisamment de ce produit pour ses habitants. Or, l'Inde assure 40% du commerce mondial du riz et vend des quantités de brisure de riz à l'Afrique, notamment au Sénégal, au Nigeria, à la Côte d'Ivoire ou au Bénin, ainsi qu'en Asie (Pakistan, Philippines) et au Moyen-Orient (Turquie, Syrie).

Les prix mondiaux du riz étaient déjà fin juillet «en hausse de 30% sur un an», avait souligné Patricio Mendez del Villar, spécialiste du riz et économiste au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad). En attendant les nouvelles récoltes, face aux «incertitudes quant à la durée de l'interdiction» décidée par l'Inde et aux «craintes que les restrictions à l'exportation soient étendues à d'autres types de riz», le marché mondial du riz s'est tendu, a souligné la FAO. Beaucoup d'Etats et d'acteurs ont choisi de «conserver des stocks», de «renégocier des contrats» ou «d'arrêter de faire des offres de prix», a expliqué l'agence onusienne dans un communiqué. Pour faire face à la situation, les Philippines ont, par exemple, noué, jeudi, un accord avec le Vietnam pour sécuriser pour cinq ans leurs importations de riz. Les réserves de riz dans le monde sont pourtant abondantes : selon la FAO, «il est toujours prévu que les stocks mondiaux de riz à la clôture des campagnes de commercialisation de 2023-2024 atteignent leur plus haut niveau jamais enregistré» après une hausse de 1,4% par rapport à 2022-2023. Près des trois quarts de ce volume devraient être détenus par la Chine et l'Inde.

Sonelgaz

Un plan spécial pour l'alimentation des écoles, universités et centres de formation en gaz et électricité

Le groupe Sonelgaz a mis en place un plan spécial pour assurer l'alimentation des établissements scolaires, universités et centres de formation professionnelle, notamment les nouvelles structures, en gaz et électricité en vue de contribuer à la réussite de la rentrée scolaire, a-t-il annoncé, jeudi, dans un communiqué. A cet effet et «en application des orientations des hautes autorités de l'Etat, tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés afin d'assurer l'alimentation de tous les établissements en électricité et en gaz, notamment les nouvelles structures réceptionnées pour cette rentrée scolaire (2023-2024), prévue le 19 septembre». A ce propos, «le Président-directeur général (P-DG) de la Sonelgaz, Mourad Adjal, a insisté sur le raccordement des établissements éducatifs au réseau d'énergie, sans paiement préalable des frais de raccordement afin de contribuer à assurer les meilleures conditions de scolarité tant pour les élèves que pour les étudiants», souligne le communiqué. Les «facilitations accordées» ont permis de raccorder 1397 établissements scolaires au réseau d'électricité et 1541 au gaz, 67 établissements universitaires à l'électricité et 64 au gaz, 54 établissements de formation professionnelle à l'électricité et 60 au gaz, a précisé le Groupe.

En prévision des saisons d'automne et d'hiver

Curage de plus de 64 000 avaloirs dans la wilaya d'Alger

L'Etablissement de maintenance des réseaux routiers et d'assainissement d'Alger (ASROUT), a procédé à la mise en œuvre de mesures anticipatives pour éviter l'obstruction des canalisations d'évacuation des eaux usées à Alger en prévision des saisons d'automne et d'hiver et ce, à travers le curage de 64 432 avaloirs (85% des avaloirs), de terres et déchets divers.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur d'ASROUT, Aïter Saâdoune, a révélé qu'un grand nombre de canalisations sont nettoyées plusieurs fois en raison de leur emplacement, notamment pendant les mois de juillet et d'août, soulignant que l'obstruction des canalisations de la capitale n'est pas la principale cause des inondations. Le responsable a poursuivi dans le même contexte, que la montée soudaine et importante du niveau des oueds qui contiennent des déchets solides et de la terre après de fortes pluies est la raison principale de ce phénomène. Les préparatifs pour la saison pluvieuse se poursuivent tout au long de l'année, notamment durant les mois de juillet et d'août, a fait savoir M. Aïter qui a révélé que les équipes d'ASROUT parcourent divers centres urbains dans toutes les communes de la capitale, pour mettre en œuvre le plan de curage des regards et des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales et éliminer les points noirs en prévision des pluies, notamment les pluies soudaines et celles d'automne. Le directeur a indiqué que les équipes de terrain ont, depuis le mois de jan-

vier à ce jour, nettoyé 25 900 regards. Il a également souligné que depuis le début de l'année jusqu'en août dernier, les agents d'ASROUT ont procédé à l'élimination de 247 941 mètres cubes de remblais et de déchets solides, outre la remise en état des trottoirs et des fossés avec de l'asphalte et du carrelage sur une superficie de 224 564 m². Les agents de l'établissement ASROUT ont également collecté jusqu'à août 40 955 pneus, a fait savoir le responsable. Les activités de l'établissement ASROUT ont été élargies avec la création de seize unités réparties au niveau des 14 circonscriptions administratives de la wilaya d'Alger. Chaque unité est divisée en secteurs dans des communes du territoire de la circonscription administrative, soit 57 secteurs ainsi qu'une unité pour les axes autoroutiers pour la réalisation de barrières en béton et de trottoirs. L'Etablissement dispose d'une station de fabrication de bitume chaud et froid et d'une unité pour les grands travaux à l'image de la réfection partielle des routes et des trottoirs, la levée des remblais et des matériaux de construction au niveau



des voies publiques et la réparation des équipements du réseau routier et le débouchage des canalisations. Il s'agit également du désherbage des bords des routes, du suivi des

projets de protection des routes et de la réalisation des grands travaux sur le réseau des axes routiers urbains et secondaires.

Ali B.

Djelfa

Pas moins de 11 nouveaux établissements éducatifs raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz

Onze nouveaux établissements éducatifs, tous cycles confondus, ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz à Djelfa, en prévision de la prochaine rentrée scolaire, a-t-on appris, ce jeudi, auprès de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya. «Une enveloppe globale de plus de 4,1 millions de dinars a été allouée à ces projets de raccordement, réalisés dans des délais records», a indiqué le responsable de la direction, Abdelhakim Loudafel. Cette dotation a été notamment destinée à la réalisation de près de 2 km de réseaux de basse et moyenne tension, et de deux transformateurs électriques au profit de quatre nouveaux établissements, a-t-il ajouté. Toujours en

perspective de la prochaine rentrée scolaire, le même responsable a fait part du raccordement de sept établissements éducatifs au réseau de gaz, au niveau des communes de Dar Chioukh, Sidi Bayzid, Medjbara, Oum Laâdham, Aïn Ouessara, Messaâd et Faïdh El Batma. Outre ces efforts d'accompagnement du secteur éducatif pour la réussite de la prochaine rentrée scolaire, M. Loudafel a souligné la concrétisation par sa direction d'importants programmes au profit des secteurs de la santé, de l'industrie, des ressources en eau et de l'agriculture, «dans le cadre de l'accompagnement de la dynamique de développement national».

Sûreté d'Alger

Un réseau de narcotrafiquants démantelé à Bab El Oued

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont arrêté 5 individus dont une femme, et saisi 3213 capsules de psychotropes, une quantité de drogue (cannabis), ainsi que des armes blanches prohibées, a indiqué, ce jeudi un communiqué de ces services. La brigade de la police judiciaire relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Bab El Oued a arrêté «5 individus dont une femme, tous repris de justice, mis en cause dans une affaire de possession de drogue et de psychotropes à des fins de trafic, et de distribution dans le cadre d'un groupe criminel organisé», et de «possession d'armes

blanches prohibées sans justification légale», note la même source. L'affaire a été menée suite à des informations faisant état d'activités suspectes en matière de trafic illicite de drogues (cannabis) et de divers types de substances psychotropes dans un quartier de Bab El Oued, précise le communiqué, selon lequel une personne détenait une quantité de poisons et d'armes blanches prohibées au niveau de son domicile. Dans le cadre des investigations, les éléments de la Sûreté ont réussi à identifier puis arrêter le principal accusé, avant les 5 autres membres du réseau, dont une femme, lesquels s'adonnaient

également au stockage de substances psychotropes moyennant des sommes d'argent». Menée sous la supervision du procureur territorialement régional, l'affaire s'est soldée, après la perquisition au domicile des suspects, par la saisie de «3213 capsules psychotropes, 63,8 gr de cannabis, 667.500 DA en liquide, 10 armes blanches prohibées et 3 signaux de détresse», selon la même source. A l'issue de l'enquête, un dossier de procédure pénale a été finalisé à l'encontre des mis en cause qui ont été déférés devant le parquet territorialement compétent, selon le même communiqué.

Aïn Defla

74 projets innovants à l'Université Djilali-Bounaama l'année 2022/2023

Au total, 74 projets innovants formulés dans des mémoires de fin d'études dans le cadre des mécanismes «un diplôme, un brevet» ou «un diplôme une start-up», ont été enregistrés par l'Université Djilali-Bounaama de Khemis Miliana (Aïn Defla) durant l'année universitaire 2022/2023, a-t-on appris, ce jeudi, auprès de cette institution d'enseignement supérieur. «En application de l'arrêté ministériel N° 1275 du 27 septembre 2022 portant sur le mécanisme -un diplôme...une start-up- ou -un diplôme...un brevet-, l'Université Djilali-Bounaama de Khemis Miliana a enregistré 74 projets de mémoires de fin d'études durant l'année universitaire 2022/2023», a indiqué à l'APS son recteur, le Pr Mohamed El Cheik Berrabah. Il a fait savoir qu'une trentaine des projets en question ont été

déjà soutenus, tandis que les soutenances des autres projets sont prévues durant le mois en cours, assurant que les idées innovantes développées dans ces mémoires de fin d'études portent sur plusieurs domaines, dont l'agriculture et la biologie, entre autres. Plusieurs sessions de formation ont été organisées à l'Université de Khemis Miliana durant l'année universitaire 2022/2023 au profit des étudiants, portant sur les différentes étapes et les procédures à suivre pour la création d'une start-up, a souligné M. Berrabah. Il a ajouté que l'Université de Khemis Miliana va accueillir au cours de cette année un Salon national des produits des start-up, auquel prendront part plusieurs universités du pays outre «des porteurs de projets issus de notre université», a-t-il noté.

3^e édition du camp en forêt «Aïch Barari» Plus de 250 scouts en forêt à Chréa

Plus de 250 scouts et randonneurs de différentes communes de Blida prennent part à la 3^e édition du camp en forêt «Aïch Barari» abrité de jeudi à samedi par la commune montagnaise de Chréa sous le slogan «Le scoutisme, un art de vivre», a-t-on appris du commissariat de wilaya des Scouts musulmans algériens (SMA). Cette nouvelle édition, dédiée à Saâd Zoukari, ancien directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya, décédé en juillet dernier, est organisée par le commissariat de wilaya des SMA, en coordination avec la direction locale de l'environnement et des énergies renouvelables et différents partenaires, a indiqué à l'APS, le commissaire des scouts de Blida, Abdelkrim Berkaâ. Le camp qui s'inscrit aussi dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de l'air pur (7 septembre) placée cette année sous le slogan «Pour des ciels bleus», a été lancé par une campagne de nettoyage des forêts de Chréa, dans le cadre des «efforts des SMA visant la protection des forêts et de la ressource biologique dont regorge cette réserve naturelle englobant nombre d'espèces végétales et animales rares», a ajouté le même responsable. Le directeur local de l'environnement et des énergies renouvelables, Ouahid Tchachi, a pour sa part évoqué le programme des activités de sensibilisation tracé par son département, notamment sur la nécessité de préserver la pureté de l'air, dont un atelier de formation au profit des SMA encadré par des cadres de la direction de l'environnement. La place principale de la commune de Chréa où des dizaines de tentes ont été installées, abritera au dernier jour de ce camp, de nombreuses activités de sensibilisation au profit des citoyens et des visiteurs fréquentant cette zone touristique, «afin de les inciter à préserver les forêts des divers risques, dont les incendies qui, chaque année, sont à l'origine de la perte de dizaines d'hectares d'espaces forestiers», a souligné M. Tchachi.

H. H.

Communication

La diffusion directe par vidéo bientôt généralisée aux radios régionales

Le directeur général de la Radio Algérienne, Mohamed Baghali, a annoncé, ce jeudi à Médéa, la généralisation «prochaine» de la diffusion directe par vidéo (Live Stream Video) aux radios régionales, dans le cadre du développement de l'information numérique. «Les stations régionales de la Radio Algérienne auront la possibilité, dans un proche avenir, de recourir au live stream video pour diffuser leurs journaux d'information et émissions, via les différents réseaux sociaux et gagner, ainsi, en audience et en présence dans la sphère numérique», a déclaré M. Baghali en marge du lancement

d'une campagne nationale de sensibilisation sur les accidents de la route. Il a indiqué que «ce moyen de diffusion a été introduit récemment au sein des chaînes informationnelles et thématiques de la Radio Algérienne comme première étape d'un vaste et ambitieux projet de modernisation appelé à contribuer au développement de l'information numérique et permettre à la Radio Algérienne d'assurer pleinement sa mission d'information au plan national et international». Il a fait part, en outre, de la création, début septembre courant, d'une direction de l'information numérique qui a pour mission de

développer la production numérique et multimédia et veiller à la sécurité de l'information diffusée à travers les différentes chaînes et stations de radio, face à d'éventuels risques cybercriminels. M. Baghali a expliqué que «tous ces efforts permettront à la Radio Algérienne d'être en adéquation avec les avancées technologiques et de faire face aux défis imposés par l'usage effréné des réseaux sociaux». «La Radio Algérienne dispose des capacités et des compétences nécessaires pour relever le défi et s'acquitter pleinement de sa mission», a-t-il conclu.

Khenchela

Nettoyage de plus de 187 000 mètres linéaires du réseau d'assainissement

L'Unité de l'Office national d'assainissement (ONA) de Khenchela a procédé dans la période allant du 1^{er} juin au 30 août 2023 au nettoyage de 187 000 mètres linéaires de conduites des réseaux d'assainissement afin de prévenir des inondations pouvant être provoquées par les pluies de l'automne, a-t-on appris, ce jeudi, auprès du directeur de cette unité.

Dans le cadre des activités préventives pour la lutte contre le risque des inondations saisonnières, il a été procédé au nettoyage de 187 000 mètres linéaires des réseaux d'assainissement dont 22 000 mètres linéaires au chef-lieu de wilaya, a précisé à l'APS M. Khaled Khezani. Il a ajouté que l'ONA de Khenchela a lancé depuis début août dernier une vaste campagne de nettoyage des réseaux d'assainissement et des équipements annexes, précisant que les agents d'exploitation ont nettoyé 692 avaloirs et collecteurs permettant de faire sortir 66 m³ de déchets accumulés. Selon le même responsable, 25 agents d'exploitation, 10 cadres opérant à l'unité de wilaya de l'ONA, 6 camions hydrauliques, 6 autres engins et un camion de pompage et 5 véhicules 4x4 ont été mobilisés pour réussir cette campagne coïncidant avec la période des chutes de pluies de fin de saison et le début de l'automne qui causent généralement des inondations à travers les différentes communes de la wilaya. L'ONA œuvre à éradiquer les «points noirs» des réseaux constituant des zones sensibles et présentant des risques d'inondations en vue de les maîtriser en cas d'intempéries en plus de la révision des l'état des équipements et stations de traitement des eaux usées pour s'assurer de leur performance, a-t-il ajouté. Plusieurs contraintes ont entravé le travail des agents d'exploitation durant cette campagne comme notamment le jet anarchique des déchets solides, et les matériaux de construction jetés sur les abords des routes en plus de la propaga-



tion du phénomène de vol des couvercles des avaloirs et collecteurs causant l'obstruction des conduites, a fait savoir le même responsable. Parallèlement au travail quotidien, l'ONA œuvre à activer le mécanisme de gestion des cas d'intempéries à travers la mobilisation

des équipes et moyens nécessaires pour la concrétisation des interventions d'urgence après la réception des BMS, selon la même source. Un plan de travail a été élaboré pour garantir la permanence dans les différentes communes de la wilaya, a-t-on fait savoir.

Tébessa

10 nouvelles offres de formation dans les cycles Licence et Master

L'Université de Tébessa a été renforcé par l'introduction de 10 nouvelles offres de formation dans les cycles Licence et Master au titre de la rentrée universitaire 2023-2024, a indiqué le directeur de l'Université. Le système pédagogique de l'Université de Tébessa a été consolidé par cinq nouvelles spécialités en licence et master académique et 5 autres spécialités en licence et master professionnel, a précisé le professeur Abdelkrim Gouasmia dans une conférence de presse consacrée aux dernières préparatifs pour la prochaine rentrée universitaire. Il s'agit, a ajouté le même responsable, de l'introduction de la spécialité licence académique en finance et commerce international et finance en plus du master académique en économie et gestion des entreprises et finances des entreprises et gestion publique à enseigner à distance. Il a été également procédé à l'introduction de la licence professionnelle en criminologie et sécurité publique et gestion opératoire des projets en plus de master professionnel dans le droit des affaires, le droit de l'énergie et des mines et le contrôle technique et l'entretien des automobiles, selon le même responsable.

Lutte contre le commerce illégal La traque des contrevenants se poursuit à Batna

Les éléments de la brigade territoriale de la gendarmerie de Boulhilet (Batna) ont saisi une marchandise dépourvue de documents réglementaires, constituée de 35 quintaux (qx) d'aliments de bétail et de volailles, indique un communiqué du groupement territorial de ce corps constitué. Ce document précise que l'opération a eu lieu au niveau d'un point de contrôle routier sur la Route nationale N° 26 reliant les communes de Fesdis (Batna) et d'Aïn Kercha (Oum El Bouaghi). Les gendarmes ont découvert, à bord d'un camion venant de Boumia (Batna) et se dirigeant vers la wilaya de Tébessa, 70 sacs contenant des aliments de bétail et de volailles, d'un poids total de 35 qx, a précisé la même source, ajoutant que le conducteur du camion ne détenait aucun document officiel l'autorisant à exercer cette activité, à l'exception d'une facture non conforme à la réglementation en vigueur. Après avoir conduit le chauffeur au siège de la brigade, les éléments de la gendarmerie ont ouvert une enquête pour «exercice d'une activité commerciale sans inscription au registre de commerce», «défaut de carte d'immatriculation fiscale» et «présentation d'une facture non conforme», a-t-on également indiqué, soulignant que la marchandise a été saisie et remise à la Direction des Domaines.

M. E. H.

Guelma

270 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique depuis janvier 2023

Pas moins de 270 exploitations agricoles ont été raccordées, depuis janvier 2023, au réseau électrique dans différentes communes de la wilaya de Guelma, a-t-on appris, ce jeudi, auprès de la Société de distribution de l'électricité et du gaz. «Les exploitations agricoles raccordées sont réparties sur 10 communes, à savoir Guelma, Belkheir, El Fedjoudj, Héliopolis, Khezarra, Oued Zenati, Dahouara, Tamlouka, Ben Djerrah et Aïn Makhrouf», a précisé la responsable de la cellule de communication de cette société, Ryma Madaoui. La même cadre a ajouté que l'opération de raccordement de ces 10 exploitations a été effectuée dans le cadre d'une deuxième tranche d'un programme lancé en début d'année et destiné à raccorder 442 fermes agricoles disséminées à travers 16 communes. Mme Badaoui a souligné que les exploitations visées par cette opé-

ration de raccordement ont été programmées sur la base d'une liste établie par la direction de wilaya des services agricoles. La responsable de la cellule de communication a conclu en faisant savoir que pas moins de 534 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique depuis 2022 dans la wilaya de Guelma.

Récupération de 9 pièces de monnaie ancienne en or remontant à l'époque byzantine

La brigade de recherche de la gendarmerie de Guelma a récupéré 9 pièces de monnaie ancienne en or (antiquité originale) remontant à l'ère byzantine et l'arrestation d'un individu qui l'exposait en vente, a-t-on appris, vendredi, de la cellule de communication et d'information du groupement territorial de ce corps

constitué. La récupération de ces pièces archéologiques datant d'une époque importante de l'histoire de la région (5^e siècle après JC), a eu lieu sur deux phases, a précisé la même source, ajoutant que dans une première étape, il a été procédé à la récupération de 7 pièces en possession de l'individu arrêté, puis la découverte de deux autres pièces après la perquisition du domicile du suspect. Un dossier judiciaire a été élaboré à l'encontre de la personne impliquée, âgée de 37 ans qui a été présentée devant les instances judiciaires compétentes près tribunal de Guelma pour «vente et dissimulation d'objet provenant d'opérations de fouille non autorisées», selon la même source. L'opération s'inscrit dans le cadre de la préservation des biens culturels et la lutte contre le pillage des vestiges archéologiques de la région, a-t-on fait savoir.

Constantine

Création d'espaces verts à l'intérieur et aux alentours des établissements scolaires

Une vaste opération de nettoyage des établissements scolaires a été lancée, ce vendredi à Constantine, dans le cadre d'une campagne nationale sous le slogan «rentrée scolaire dans un environnement propre». L'opération dans son premier jour a ciblé environ 140 écoles primaires en plus d'une dizaine de collèges d'enseignement moyen (CEM) et lycées, dont le coup d'envoi a été donné par le wali, Abdelkhalek Sayouda depuis l'école primaire «El Moutanabi» de la cité Ziadia (dans les hauteurs de la ville de Constantine), ont indiqué les services de la wilaya. A l'occasion, le responsable a instruit à l'effet de créer des espaces verts à l'intérieur et aux alentours des établissements scolaires et d'entretenir les espaces déjà existants ainsi que le nettoyage et le réaménagement des espaces de jeux et de la pratique sportive, le ravalement des façades des écoles et assurer la disponibilité de l'eau dans tous les établissements scolaires. Il a également invité les Assemblées populaires communales (APC) à œuvrer à l'installation des panneaux de signalisation vers les nou-

veaux établissements scolaires, notamment dans les nouveaux pôles urbains de la wilaya et la circonscription administrative Ali-Mendjeli. L'opération devant se poursuivre jusqu'à ce samedi porte sur l'entretien des systèmes de fonctionnement des établissements scolaires (plomberie, notamment), révision de l'éclairage, nettoyage des avaloirs, élagage et arrosage des arbres, a-t-on fait savoir. Selon les services de la wilaya, ce chantier de nettoyage a impliqué les différentes directions concernées comme les travaux publics, l'environnement, la société civile, les Scouts musulmans algériens (SMA), les APC et autres entreprises publiques à caractère économique et commercial (EPIC) de wilaya et des communes, outre les associations des parents d'élèves. L'opération ciblera les différents établissements scolaires de Constantine n'ayant pas été touchés par les actions de nettoyage lancées par les services de la wilaya en août dernier, a-t-on précisé de même source.

Moussa O.

Ouargla-Touggourt

Plus de 7840 personnes alphabétisées depuis 2008

Pas moins de 7846 personnes ont été alphabétisées jusqu'à 2022 dans les wilayas d'Ouargla et Touggourt depuis le lancement de la stratégie nationale de lutte contre l'analphabétisme en 2008, a-t-on appris, ce jeudi, auprès de l'antenne de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (ONAEA), sise à Ouargla.

Intervenant en marge de la célébration de la Journée mondiale d'alphabétisation (8 septembre) placée cette année sous le thème «Promouvoir l'alphabétisation pour un monde en transition : Bâtir les fondations de sociétés durables et pacifiques», la directrice de l'antenne de l'ONAEA, Mme Leila Aouam, a relevé, à ce titre, que «la stratégie nationale de lutte contre l'analphabétisme a donné lieu au recul du taux d'analphabétisme cette année à 9,29% contre un taux de 15,11% en 2008 à la faveur des efforts conjugués par les encadreurs et partenaires pour lutter contre l'illettrisme dans la société. Pas moins de 180 personnes ont été alphabétisées cette année, alors que 31 apprenants ont été intégrés à l'enseignement à distance depuis 2008, a relevé la même responsable, avant de faire part de l'accueil cette saison (2023/2024), de près de 1000 apprenants, dont les

inscriptions se poursuivent depuis début de ce mois de septembre. Ils sont répartis sur 220 sections, trois niveaux d'alphabétisation, dont 141 sections ouvertes en zones urbaines et 79 en milieu rural, encadrés par 105 enseignants titulaires de diplômes professionnels universitaires. De nouvelles sections ont été ouvertes cette saison dans la daïra frontalière d'El Borma, (420 km Est d'Ouargla), pour renforcer les six sections existants dans la région, dans l'optique de répondre à la demande féminine croissante sur ce type d'apprentissage. L'Office national d'alphabétisation et d'enseignement des adultes (ONAEA) a procédé à la numérisation des contenus pédagogiques d'alphabétisation dans le cadre de l'introduction des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le processus d'enseignement, rappelle t-on.

Kadiro F.



El Ménéa et Beni Abbès

Nouvelles structures éducatives en prévision de la prochaine rentrée scolaire

Le secteur de l'Éducation dans les wilayas d'El Ménéa et de Beni Abbès a été renforcé par de nouvelles structures éducatives en prévision de la prochaine rentrée scolaire (2023/2024), susceptibles de conforter les capacités du secteur, et l'amélioration des conditions de l'encadrement pédagogique, a-t-on appris, ce jeudi, auprès des responsables des directions de l'éducation dans les deux wilayas. Dans la wilaya d'El Ménéa, il est prévu la réception d'un groupe scolaire réalisé dans la zone «Arif» dans la commune du chef-lieu de wilaya, sachant que cette collectivité compte actuellement 21 écoles primaires, ainsi que la réception de 18 salles de classes d'extension dans les écoles primaires à travers les trois communes de la wilaya (El Ménéa, Hassi El Gara, et Hassi Lefhel), soit six salles de classes pour chaque commune, a expliqué à l'APS le directeur de l'éducation, Khoudir Ouled Kouider. Le secteur prévoit également la réception d'autres salles de classes d'extension, tous paliers d'enseignement confondus, au titre du budget 2024 au niveau des trois communes retenues dans le cadre des efforts visant à améliorer les conditions de scolarisation des élèves de cette jeune wilaya, a ajouté le même responsable. De leur côté, les autorités locales d'El Ménéa ont insisté lors d'une réunion du conseil de l'exécutif sur la nécessité de la

réception de ces nouveaux projets scolaires dans les délais impartis pour assurer une rentrée sociale et scolaire confortable. Dans ce cadre, des instructions ont été données aux chefs de daïras et les présidents des assemblées populaires communales (P/APC) ainsi qu'aux responsables du secteur de l'éducation de la wilaya pour le suivi de ces projets sur le terrain, en mettant l'accent aussi sur la nécessité d'assurer la restauration et le transport scolaire aux élèves. Dans la wilaya de Beni Abbès, au Sud-Ouest du pays, le secteur de l'Éducation a été consolidé, au titre de la nouvelle rentrée scolaire par la réception de deux nouvelles écoles primaires à Ouled Rafae (daïra d'Ouled Khoudir) et à la cité «Akda» (daïra d'El Ouata), en sus de 57 salles de classes d'extension à travers la wilaya, a fait savoir le directeur du secteur, Abdelkader Taïbi. Cette jeune wilaya a également bénéficié de 29 postes d'enseignants de l'éducation physique et sportive et 16 autres d'enseignement de la langue anglaise, dans le cycle primaire, selon la même source. Toutes les dispositions nécessaires, pédagogiques et administratives ont été prises dans toutes les structures éducatives de la wilaya y compris celles implantées dans les régions reculées, pour garantir une rentrée scolaire réussie, à assurer le directeur de l'éducation de la wilaya de Beni Abbès.

Touggourt

Toutes les dispositions ont été prises pour une rentrée scolaire réussie

Toutes les conditions nécessaires pour une rentrée scolaire réussie de l'année 2023/2024 sont réunies à Touggourt, ont indiqué, ce jeudi, les services de la wilaya. Le secteur de l'Éducation a, au chapitre des infrastructures, été renforcé par la réception de nouveaux établissements pédagogiques, dont quatre écoles primaires dans les communes d'El Hedjira, El Alia et Menaguer, en sus de 48 salles de classes d'extension au niveau de 13 établissements primaires et le raccordement de 14 autres aux réseaux d'alimentation en électricité et gaz, a-t-on précisé. De même, pas moins de 25 écoles primaires ont fait peau neuve à la faveur des opérations de restauration et réfection, entretien des réseaux d'assainissement pour accueillir les scolarisés dans de bonnes conditions. Dans l'optique d'assurer l'encadrement pédagogique nécessaire, il est fait état du recrutement de 180 enseignants

d'éducation physique et sportive et de la langue anglaise affectés au niveau de 189 écoles primaires de la wilaya, ont indiqué les mêmes services. S'agissant des œuvres sociales, l'on relève, en matière de transport scolaire au titre de cette saison, la mobilisation d'une flotte de 54 bus pour les élèves scolarisés des régions enclavées, en sus de l'ouverture de 176 cantines scolaires devant assurer des repas chauds.

La même source qui a fait part de l'achèvement de l'opération d'octroi de la prime de scolarité (5.000 DA) au profit de 31 726 scolarisés issus des familles défavorisées, a fait état de la distribution prochaine d'un important lot de trousseaux scolaires à cette catégorie sociale. Dans ce cadre, les services de la direction du commerce et de la promotion des exportations a procédé, en coordination avec les partenaires du secteur, à l'ouverture d'une expo-vente des fourni-

tures scolaires avec la participation de plus de 20 exposants, grossistes et détaillants, proposant des articles et produits à des prix raisonnables par souci de venir en aide aux parents d'élèves dans le cadre des démarches des pouvoirs publics pour soutenir le pouvoir d'achat des citoyens. Dans l'objectif de permettre aux élèves d'acquiescer leurs livres scolaires en prévision de la rentrée, le centre de distribution et de diffusion des documents pédagogiques, relevant de l'office national des publications scolaires, a procédé à l'ouverture de plus d'une dizaine de points de vente agréés au niveau des différentes communes de la wilaya, selon la même source. Plus de 112 400 scolarisés, trois paliers scolaires, devront rejoindre, au titre de la nouvelle saison scolaire 2023/2024, les bancs des écoles dans la wilaya de Touggourt, selon les données de la direction de l'éducation.

Béchar

Six nouvelles structures éducatives et une cantine scolaire en prévision de la rentrée scolaire

Le secteur de l'Éducation dans la wilaya de Béchar sera renforcé au titre de la nouvelle rentrée scolaire (2023/2024) par la réception de six nouvelles structures éducatives, tous paliers confondus, et une cantine scolaire, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Il s'agit de quatre nouvelles écoles primaires, dont trois au chef-lieu de wilaya et une au chef-lieu de la commune frontalière de Lahmar avec un total de 38 classes dont la réalisation s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités d'accueil dans ce cycle de l'enseignement, a-t-on précisé. La commune de Kenadza a bénéficié, pour sa part des travaux de l'extension d'une école de 12 à 16 classes du même cycle de l'enseignement, selon la même source. Outre ces établissements scolaires, il sera procédé aussi à l'ouverture de deux nouveaux lycées de 1000 places chacun, dans la commune de Béchar, au niveau des deux nouvelles agglomérations de Tighaliine et les «1500 logements», situées au sud du chef-lieu de wilaya, a-t-on ajouté. Il est prévu également l'ouverture d'une nouvelle cantine scolaire (300 repas chauds/jour) au niveau du lycée de Tighaliine, dans la perspective d'assurer la restauration scolaire au profit des élèves de ce nouveau établissement scolaire, a-t-on fait savoir.

Ghardaïa

22 blessés recensés dans 17 accidents de la circulation durant le mois d'août

Vingt-deux blessés ont été recensés dans 17 accidents de la circulation survenus dans les périmètres urbains de la wilaya de Ghardaïa durant le mois d'août dernier, indique un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Ces accidents sont principalement dus au non-respect du code de la route, l'excès de vitesse, le dépassement non autorisé, et à la conduite avec le téléphone mobile, souligne le même communiqué. Les mêmes services ont également enregistré 54 contraventions et rédigé 9 PV de délits de conduite en motos dans les zones urbaines de la wilaya ce qui a entraîné également la mise en fourrière de 53 motos. Pour pallier cette situation, les services de Sûreté ont organisé 332 points de contrôle, selon la même source, précisant que les services de la Sûreté de wilaya initient tout au long de l'année des actions de sensibilisation des usagers de la route sur la nécessité de se conformer aux règles de la circulation à travers les ondes de la radio locale de Ghardaïa.

YouTube teste des petits jeux sur desktop et mobile

YouTube lance une plateforme dans son app proposant de petits jeux vidéo, ajoutant ainsi une nouvelle manière d'interagir avec le contenu sur son service d'hébergement de vidéos. Il ne s'agit pas là d'une quelconque expérience de cloud gaming, mais plutôt d'un petit à-côté vivant à l'intérieur du site de vidéos. Il s'agit en tous les cas, pour l'instant tout du moins, d'une offre expérimentale, accessible à un nombre restreint de participants. Comment savoir si vous en faites partie ? Ouvrez tout simplement YouTube et cherchez un onglet «Playables» («Jouable») à côté du contenu dans la page d'accueil. Pour celles et ceux qui y ont accès, les jeux sont jouables sur le site desktop comme sur les appareils mobiles. À l'heure actuelle, Google ne fournit pas de liste des titres disponibles, mais 9to5Google rapporte qu'il y a un jeu baptisé Stack Bounce qui consiste à faire passer une balle à travers des anneaux via des clics au bon moment. Si ce titre vous semble familier, c'est très probablement parce que

Stack Bounce était déjà offert sur le service Google GameSnacks. Par ailleurs, déplacer une balle en 3D ici ou là est loin d'être le genre de jeux que Google Stadia pouvait offrir avant de fermer ses ports, mais la firme de Mountain View précise que le système sauvegardera tout de même votre progression, accessible via l'onglet «Historique».

Autrement dit, des expériences plus complexes pourraient arriver dans un futur plus ou moins proche dans la mesure où il n'y a pas vraiment de progression à sauvegarder lorsque l'on se contente de déplacer une balle rebondissante à travers des anneaux. Pour le moment, en tous les cas, il s'agit d'un regroupement de mini-jeux. YouTube n'est pas le seul service de streaming vidéo à tenter l'expérience du cloud gaming. Netflix a sensiblement poussé en ce sens ces dernières années, et plus récemment étendu ses services sur certains smart TV et ordinateurs. Même TikTok s'essaie aux petits jeux natifs, en plus de proposer ses concours en direct avec des lots.



L'acné serait utile au renforcement de la barrière cutanée



L'acné est une maladie de peau courante, causée par la bactérie *Cutibacterium acnes*. Mais contre toute attente, celle-ci serait nécessaire au maintien d'une barrière cutanée en bonne santé. Crèmes, compléments alimentaires ou encore antibiotiques, tout est bon pour se débarrasser des boutons. *Cutibacterium acnes* est la bactérie responsable de l'acné, cette maladie de peau qui

survient chez 80% des adolescents, et qui parfois persiste à l'âge adulte. Causée la plupart du temps par une surproduction de sébum liée au dérèglement hormonal survenant à la puberté, l'acné se traduit par des éruptions cutanées sur le visage, le dos et/ou la poitrine. Bénigne, elle peut cependant entraîner des souffrances psychologiques, ainsi qu'un manque de confiance en

soi chez ceux qui en souffrent. C'est donc à force de traitements asséchants et fortement dosés en actifs que les jeunes adolescents tentent de s'en débarrasser, parfois en vain. Pourtant, *C. acnes* est l'espèce bactérienne la plus répandue sur la barrière cutanée. Afin de comprendre son rôle, une équipe de chercheurs franco-américains a décidé d'étudier son fonctionnement. Leurs résultats, publiés dans la revue *Science Advances*, suggèrent que la bactérie n'a pas pour seul objectif de nous compliquer la vie...

Des substances bénéfiques pour la barrière cutanée

Mieux qu'un sérum de parapharmacie, *C. acnes* agit sur la production de différents lipides qui renforcent la barrière cutanée. Cette couche externe, aussi appelée l'épiderme, est essentielle, puisqu'elle protège la peau des agressions extérieures. En veillant à la bonne hydratation de la peau, elle régule la température, contrôle la perte d'eau, et empêche les microbes pathogènes (non-bénéfiques pour la peau) externes de s'introduire dans l'organisme. Mais pour cela, l'épiderme a besoin de lipides, communément appelés «graisses», tels que les triglycérides, les céramides, le cholestérol,

ou certains acides gras. Les chercheurs ont étudié le cycle de la bactérie chez la souris, puis sur la peau humaine atteinte d'acné, et montrent que *C. acnes* induit une augmentation de la production de ces «bons» lipides, en agissant en particulier sur les kératinocytes. Ceux-ci, au contact d'une molécule produite par la bactérie, vont se charger en lipides, et renforcer leur action anti-microbienne.

La fin de la guerre des boutons ?

Mais alors, si en produisant des lipides *C. acnes* renforce l'action anti-microbienne de la barrière cutanée, pourquoi est-elle également à l'origine de nos boutons ? Plusieurs réponses sont possibles. Les chercheurs suspectent de mauvaises interactions entre la bactérie et son hôte (la peau). En poursuivant les recherches, ils pourraient mettre en place des traitements capables de réguler ces interactions pour n'en conserver que les bénéfiques. Aussi, il n'est pas admis que *C. acnes* soit l'unique cause de l'acné, dont les origines sont variables et parfois encore floues. Une chose est sûre, pour ne pas aggraver l'apparence de la peau, il est important de préserver une barrière cutanée saine, en évitant d'abuser des produits asséchants !

Des chercheurs ont développé des «reins humains» dans des porcs, une première mondiale

Il est encore beaucoup trop tôt pour en faire une solution viable face à la pénurie de dons d'organes. Mais des scientifiques chinois sont parvenus à développer des reins contenant des cellules humaines dans des embryons de porcs, une première mondiale qui pose des questions éthiques. Dans cette étude, dont les résultats ont été publiés, jeudi, dans la revue scientifique *Cell Stem Cell*, les chercheurs de l'Institut des sciences biomédicales et de la santé de Canton ont choisi les reins car ce sont à la fois parmi les premiers organes à se développer et les plus souvent transplantés chez les humains. Si des chercheurs aux Etats-Unis ont récemment réussi à transplanter sur des humains des reins de porcs génétiquement modifiés, voire un cœur, les scientifiques en Chine ont, eux, opté pour une autre approche en tentant de faire croître dans un embryon de porc un rein se rapprochant le plus possible de celui d'un humain. «Des organes de rats avaient déjà été cultivés dans des souris, des organes de souris dans des rats, mais les tentatives passées visant à développer des organes humains dans des porcs s'étaient soldées par un échec», souligne dans un communiqué Liangxue Lai, un des principaux auteurs de l'étude. «Notre approche a permis d'améliorer l'intégration de cellules humaines dans les tissus du receveur et nous permet de faire croître des organes humains dans des porcs», ajoute-t-il. Pour Dusko Ilic, spécialiste des cellules souches au King's College de Londres, cette étude «décrit les étapes fondatrices d'une nouvelle approche

dans la bio-ingénierie des organes en utilisant des porcs comme incubateur à la croissance d'organes humains». Outre des enjeux éthiques, il y a encore de nombreux défis afin que cette expérience puisse constituer une solution viable pour faire face à la pénurie de dons d'organes, «mais il s'agit néanmoins d'une stratégie fascinante qui mérite d'être creusée», ajoute ce spécialiste qui n'a pas participé à cette étude chinoise.

Des résultats probants

L'un des principaux défis pour créer de tels hybrides tient à ce que les cellules de porc fassent concurrence aux humaines. Pour surmonter cet obstacle, l'équipe de l'Institut de Canton a utilisé un nouvel outil de modification du génome nommé CRISPR qui leur a permis de couper l'ADN à un endroit spécifique. Au total, les chercheurs ont transplanté 1820 embryons dans 13 mères porteuses et mis fin à leur grossesse entre 25 et 28 jours plus tard pour voir si l'expérience avait réussi ou non. Or, cinq des embryons choisis pour l'analyse avaient des reins fonctionnels pour ce stade de développement et commençaient à développer un urètre qui finirait par connecter les reins à la vessie. Et ils étaient composés à entre 50% et 60% de cellules humaines, ont conclu les chercheurs. «Nous avons découvert qu'en créant une niche dans l'embryon de porc, cela permettait aux cellules humaines de prendre naturellement leur place», a indiqué Zhen Dai, coauteur de l'étude, précisant que



des cellules humaines avaient toutefois été retrouvées dans la moelle épinière et les cerveaux des porcs.

Des questions éthiques sur les créatures hybrides

Bien qu'aucune cellule humaine n'ait été retrouvée dans les organes génitaux des porcs, leur présence hors des reins, et notamment dans le cerveau, pose des questions éthiques sur les créatures hybrides, note Dariusz Widera, professeur de biologie moléculaire à l'université de Reading. «Bien que cette approche soit un nouveau jalon dans la recherche et une première tentative réussie de faire croître des organes

contenant des cellules humaines dans des porcs, la proportion de cellules humaines dans les reins générés ne restent encore pas très élevée», a-t-il ajouté. Pour l'heure, l'équipe chinoise reconnaît ne pas être prête pour transplanter un de ces reins sur un humain, mais elle espère y arriver un jour en peaufinant sa technique. Et l'un des principaux problèmes tient à ce que les reins ainsi produits gardent un système de cellules vasculaires hérité du porc ce qui risque de causer un rejet en cas de transplantation de ces organes dans un humain. Outre les reins, l'équipe de l'Institut de Canton travaille déjà à la croissance d'autres organes humains dans des porcs comme un pancréas ou un cœur.

Gabon

Raymond Ndong Sima nommé Premier ministre de transition

Le Président de la transition au Gabon, le général Brice Oligui Nguema, a nommé Premier ministre de transition Raymond Ndong Sima, un économiste et opposant à Ali Bongo.

Quelques minutes après l'annonce de sa nomination, Raymond Ndong Sima a déclaré à l'AFP espérer soumettre au Président de la transition, le général Oligui «d'ici trois à quatre jours une proposition» de gouvernement de transition. «On m'a remis une feuille de route, et je vais essayer de travailler dans le sens de ce que les militaires ont décidé» pour «qu'on remette en ordre l'ensemble des institutions et notamment tout ce qui concerne le cadre des élections», a-t-il expliqué par téléphone. «Je veux consulter largement» et «sans précipitation» pour «faire en sorte que les gens appartenant à toutes les familles politiques se retrouvent» dans le gouvernement.

Ancien Premier ministre d'Ali Bongo

Raymond Ndong Sima, 68 ans, avait été Premier ministre d'Ali Bongo de 2012 à 2014. Mais il s'était éloigné du pouvoir, qu'il accusait régulièrement de mauvaise gouvernance, jusqu'à se présenter contre le chef de l'État aux présidentielles de 2016 et 2023. Pour cette dernière, il s'était désisté au dernier moment au profit

d'un candidat commun aux principaux mouvements et partis de l'opposition. Il est natif de la province du Woleu-Ntem, berceau de l'ethnie fang majoritaire au Gabon. Il s'agit aussi de l'un des fiefs historiques de l'opposition à la famille Bongo, qui dirigeait le pays depuis plus de 55 ans. Raymond Ndong Sima est notamment diplômé d'économétrie à l'Université Paris-Dauphine de Paris. Mercredi 5 septembre, il avait annoncé se retirer de la principale plateforme de l'ancienne opposition, Alternance 2023, dont il était l'un des ténors avec cinq autres candidats déclarés à la présidentielle, pointant «une situation confuse depuis plusieurs jours». Cinq des six leaders d'Alternance 2023, dont lui-même, avaient rallié le nouveau pouvoir militaire. La position du dernier, le candidat commun d'Alternance 2023 à la présidentielle, Albert Ondo Ossa, n'était pas clairement exprimée. Il y a trois jours, Raymond Ndong Sima avait déjà affirmé à l'AFP la nécessité «de discuter avec les militaires», recommandant toutefois que la transition n'excède pas «24 mois». Il se disait alors «intéressé par la prochaine présidentielle», à laquelle «les militaires ne doivent pas participer».

Sahara occidental

Washington réaffirme son «plein soutien» aux efforts de Staffan de Mistura

Le Sous-Secrétaire d'Etat américain adjoint, Joshua Harris, qui effectue une tournée en Afrique du Nord, a réaffirmé, jeudi, le «plein soutien» des Etats-Unis au processus politique des Nations unies pour le Sahara occidental et aux efforts de l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, Staffan de Mistura, visant à parvenir à une solution politique durable à la question sahraouie. M. Harris a réaffirmé le plein soutien des Etats-Unis à l'envoyé personnel des Nations unies du secrétaire général Staffan de Mistura et souligné l'importance de l'engagement avec ce dernier «dans un esprit de réalisme et de compromis, alors qu'il intensifie ses efforts pour atteindre une solution politique durable et digne pour le Sahara occidental». Lors de sa visite de travail en Algérie le 3 septembre courant, Joshua Harris a été reçu par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Lounès Magramane. Les deux parties ont évoqué les moyens et les perspectives de soutien aux efforts des Nations unies en faveur d'une solution politique à la question du Sahara occidental qui garantisse le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Au cours de leurs entretiens, les deux parties ont passé en revue les moyens et les perspectives de soutien aux efforts des Nations unies en faveur d'une solution politique à la question du Sahara occidental qui garantisse le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, outre les derniers développements au Sahel, notamment la crise au Niger.

Le peuple sahraoui continuera sa lutte jusqu'à la consécration de la pleine souveraineté de la République sahraouie

Le président sahraoui et secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a affirmé, jeudi, que le peuple sahraoui continuera sa lutte pour arracher sa liberté et asseoir sa souveraineté sur l'ensemble du territoire de la République sahraouie. «Rien ne fera plier notre peuple fidèle au serment des Chouhada. Il continuera son combat juste par tous les moyens légitimes afin d'asseoir sa souveraineté sur l'ensemble du territoire de la République sahraouie», a souligné M. Ghali dans une allocution prononcée à l'occasion de la clôture des

travaux de la Conférence nationale de l'Education et de la formation professionnelle, reprise par l'agence de presse sahraouie SPS. Dans le même contexte, le président sahraoui a condamné les pratiques barbares des forces d'occupation marocaines, à l'encontre des Sahraouis en présence de la Minurso et durant la visite qu'effectue l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies au Sahara occidental, Staffan de Mistura dans les territoires sahraouis occupés. M. Ghali a appelé, par la même, le Conseil de sécurité à «agir immédiatement pour mettre un terme à ces violations flagrantes des Droits de l'Homme et permettre à la Minurso de s'acquitter de la mission qui lui a été confiée en vertu du plan de règlement ONU-OUA (1991) portant décolonisation de la dernière colonie en Afrique». Le président sahraoui a appelé, également, à permettre au peuple sahraoui d'accéder à son droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination et à l'indépendance. Au terme des travaux de la conférence, M. Ghali a mis en exergue «l'évolution qu'ont connue les camps des réfugiés sahraouis, en un temps record, notamment en matière d'Education».

Des parlementaires cubains réitèrent leur solidarité et leur soutien au peuple sahraoui

Des parlementaires cubains ont réitéré leur solidarité et leur soutien à la lutte du peuple sahraoui pour son droit inaliénable à l'autodétermination et au parachèvement de sa souveraineté sur l'ensemble du territoire de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), a rapporté, jeudi, l'agence de presse sahraouie (SPS). Cette position a été exprimée lors d'une rencontre entre l'ambassadeur sahraoui à Cuba, Omar Bolsan et des membres du groupe parlementaire cubain de solidarité avec le peuple sahraoui, au siège de l'ambassade de la RASD à La Havane. Le groupe parlementaire était composé de son président, Miguel Enrique Charbonet, son adjointe, Ivon Alvarez Gonzalez et de deux députés, Dianelis Gonzalez et Walquiria Williams Jimenez.

RDC

L'ONU salue les mesures prises après les manifestations meurtrières du 30 août

La mission de maintien de la paix des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) a salué, mercredi, les mesures prises par le gouvernement congolais suite aux manifestations du 30 août dans le pays qui ont fait des morts et des blessés. Lors de ces manifestations à Goma, la capitale de l'Etat du Nord-Kivu, à l'est de la RDC, plus de 50 personnes ont été tuées et 56 blessées parmi les citoyens et militaires, selon l'ONU. Lors d'un point de presse qu'il a animé, le porte-parole adjoint des Nations unies, Farhan Haq, a salué «la démarche du gouvernement d'envoyer une délégation ministérielle à Goma, parallèlement à des mesures contre des militaires de l'armée gouvernementale». «La MONUSCO a souligné l'importance de demander des comptes à toutes les personnes impliquées dans l'incident», a déclaré le porte-parole adjoint de l'ONU. De la même manière, le message appelle à «prendre les mesures nécessaires

pour garantir qu'une telle tragédie ne se reproduise plus». Pour rappel, une opération des forces de l'ordre congolaises contre les personnes qui ont tenté de manifester près des sites de l'ONU a eu lieu le 30 août, faisant plus de 50 morts. Cette semaine a débuté le procès de six militaires accusés d'avoir ordonné de réprimer la manifestation. Selon le procureur militaire Michel Cashil, ces individus traduits en justice sont accusés de «crimes contre l'humanité pour homicide délibéré et incitation de soldats à commettre des actes contraires au devoir militaire». Des actions appelant au retrait de la MONUSCO se tiennent de temps en temps dans l'est du pays. La population lui reproche l'incapacité d'assurer la sécurité des Congolais. La MONUSCO a été lancée en 2010, chargée de protéger la population civile et d'aider le gouvernement de la RDC. La mission comprend plus de 20 000 agents, dont 14 000 militaires.

Assaut du Capitole aux USA

Un proche de Trump condamné pour entrave à l'enquête du Congrès

Un ancien conseiller économique et proche allié de l'ex-président américain Donald Trump, Peter Navarro, a été reconnu coupable, jeudi, d'entrave aux pouvoirs d'enquête du Congrès qui l'avait convoqué pour l'entendre sur l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021. Un autre ex-conseiller de Donald Trump, Steve Bannon, héritier du populisme de droite, avait déjà été condamné pour les mêmes faits à quatre mois de prison en 2022, mais a fait appel. Le juge Amit Mehta a fixé la date du prononcé de la peine de M. Navarro au 12 janvier 2024. Peter Navarro a été reconnu coupable des chefs d'accusation de refus en

2022 de se rendre à une convocation de la commission de la Chambre des représentants qui enquêtait sur les événements du 6 janvier 2021 et de lui fournir des documents. Ce jour-là, des centaines de partisans de Donald Trump avaient pris l'assaut le Capitole, siège du Congrès américain, afin de tenter d'y empêcher la certification de la victoire de son adversaire Joe Biden. Dès sa sortie du tribunal, M. Navarro a annoncé son intention de faire appel faisant valoir qu'un «haut conseiller de la Maison-Blanche ne pouvait être contraint de témoigner devant le Congrès», sous peine de violer la «séparation des pouvoirs» exécutif et législatif. Il encourt

entre 30 jours et un an de prison, ainsi qu'une amende allant jusqu'à 100.000 dollars pour chacun des deux chefs d'accusation. La commission d'enquête sur le 6 janvier 2021 a recommandé dans son rapport publié en décembre 2022, après 18 mois de travaux, des poursuites pénales contre Donald Trump, notamment pour appel à la rébellion et complot contre les institutions américaines. L'ex-président républicain a été inculpé en août par un tribunal fédéral à Washington puis par la justice de l'Etat de Géorgie (sud-est) pour ses tentatives présumées illicites d'obtenir l'inversion des résultats de l'élection de 2020.

Niger

L'armée française discute avec les militaires du retrait d'une partie de ses effectifs

Selon les informations du «Monde», des échanges ont lieu pour retirer certaines unités du pays sahélien. Paris rejetait jusqu'ici l'idée d'un départ de ses quelque 1500 soldats déployés dans trois bases. La France a commencé à discuter avec les militaires nigériens du retrait de ses forces du pays sahélien. Un mois après la dénonciation des accords de coopération militaire entre la France et le Niger par la junte au pouvoir, «des discussions sur le retrait de certains éléments militaires ont commencé», ont confirmé au Monde plusieurs sources françaises proches du dossier. «Il est normal d'en discuter dans la mesure où la coopération antiterroriste est interrompue» depuis le coup d'Etat du 26 juillet, a ajouté l'une d'elles. A ce stade, ni le nombre de soldats concernés ni les modalités de ce départ n'ont été officiellement décidés, mais le principe est acquis. Actuellement, quelque 1500 soldats français sont déployés dans le pays, sur trois bases : dans la capitale, Niamey, à Ouallam, au nord de la capitale, et à Ayorou, près de la frontière avec le Mali. Certaines unités pourraient être redéployées dans la région, notamment au Tchad voisin, ou être directement rapatriées en France. Jusqu'ici, les autorités françaises avaient toujours rejeté les demandes de retrait des effectifs français présents sur place en contestant la légitimité de la junte au pouvoir. Elles refusent aussi le retour à Paris de l'ambassadeur, Sylvain Itté.

Territoires occupés

La Palestine appelle la communauté internationale à intervenir pour arrêter les crimes sionistes

La Palestine a appelé de nouveau la communauté internationale à fournir la protection internationale au peuple palestinien et prendre les mesures nécessaires pour sanctionner l'entité sioniste pour ses crimes commis dans les territoires palestiniens occupés, a rapporté, jeudi soir, l'agence de presse Wafa. Dans trois lettres identiques adressées au secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, au président du Conseil de sécurité de ce mois-ci, et au président de l'Assemblée générale, le Représentant permanent de l'Etat de Palestine auprès des Nations unies, Riad Mansour, a souligné que «le temps est venu de mettre fin aux plans scandaleux» des autorités de l'occupation sioniste. «Cela menace également le respect des obligations et des responsabilités en vertu de la Charte des Nations unies et de toutes les dispositions pertinentes du droit international pour assurer la paix, la sécurité et la réalisation des droits du peuple palestinien», a-t-il ajouté. Mansour a informé le secrétaire général onusien, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale que «les colons terroristes continuent d'attaquer les civils palestiniens, et l'armée d'occupation continue d'attaquer des villes et des villages palestiniens, tuant, blessant et arrêtant des civils». Et de poursuivre dans le même contexte : «La politique de démolition punitive des maisons et de saisie des terres et des biens se poursuit également» en Palestine occupée, selon Wafa.

Soudan

Le chef de l'armée publie un décret sur la dissolution des FSR

Le chef de l'armée soudanaise, Abdel Fattah Al Burhan, a publié un décret sur la dissolution des Forces de soutien rapide (FSR) et chargé le commandement général et le secrétariat général du Conseil souverain de mettre en œuvre cette décision, a indiqué un communiqué des forces armées soudanaises. «Le chef du Conseil souverain, le commandant des forces armées Abdel Fattah Al Burhan, a publié un décret annulant la loi sur les Forces de soutien rapide datant de 2017 et ses amendements datant de 2019», est-il précisé dans le communiqué. Al Burhan avait annoncé sa décision de dissoudre les FSR dès avril, quand le conflit entre les deux parties a éclaté, mais le décret n'a été publié que maintenant. La situation au Soudan s'est dégradée à la suite de désaccords entre le chef de l'armée, Abdel Fattah Al Burhan, qui dirige également le Conseil souverain (la structure dirigeante du pays), et le chef des FSR, Mohamed Hamdan Dagalo. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme, plus de 4000 personnes ont été tuées au Soudan.

Yémen

L'émissaire de l'ONU confiant quant à une solution pacifique à la guerre

L'envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen, Hans Grundberg, a exprimé son optimisme quant à la capacité du gouvernement yéménite et du mouvement Ansrullah (dit Houthis) à parvenir à une résolution pacifique qui mettra fin à plus de huit ans de guerre dans le pays. Hans Grundberg a affirmé à des médias que «son bureau s'efforçait de persuader les deux parties de reprendre les pourparlers destinés à résoudre les points de discorde et à parvenir à un accord de paix global». Il s'est dit «fermement convaincu que les Yéménites peuvent résoudre le conflit de manière pacifique», avant d'ajouter qu'il œuvrait, avec son bureau, à «la promotion d'un seul objectif, soit la reprise d'un processus politique pouvant conduire à un règlement durable du conflit». M. Grundberg a rappelé dans le sillage qu'«une trêve négociée par l'ONU, initialement prévue en avril de l'année dernière, avait abouti à la plus longue période de calme relatif sur les champs de bataille depuis le début de la guerre». Cette initiative a également ouvert la voie à des efforts visant à résoudre des problèmes majeurs, conduit à l'ou dans le pays et incité les parties yéménites à s'engager dans des discussions sans précédent, a-t-il ajouté. «Le véritable défi auquel mon bureau, tous les Yéménites et moi-même sommes confrontés en ce moment est de veiller à ce que nous prenions les mesures nécessaires pour passer de la situation actuelle - une trêve - à des mesures réelles, soit un règlement politique et la mise en œuvre d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale», a dit le diplomate. Ce dernier continue de «tenter de persuader toutes les parties impliquées dans le conflit de s'engager à établir une trêve nationale durable, à faire respecter la trêve précédente négociée par l'ONU, à entamer des négociations sur les questions économiques et à relancer le processus politique».

Collaboration algéro-italienne

Ouverture de «Mediterranea-visions d'une mer ancienne et complexe» à Alger

«Mediterranea-visions d'une mer ancienne et complexe», une installation itinérante à travers le bassin méditerranéen, a été ouverte, jeudi soir à Alger, en témoignage «signifiant et fort» de la collaboration artistique et culturelle entre l'Algérie et l'Italie.

Organisée par l'ambassade d'Italie en Algérie en collaboration avec le ministère de la Culture et des Arts, cette installation, visible jusqu'au 13 octobre au Palais de la culture Moufdi-Zakaria à Kouba, marque une «période de coopération maximale entre l'Algérie et l'Italie», a déclaré l'ambassadeur d'Italie en Algérie Giovanni Pugliese, donnant lecture à l'allocution d'ouverture. L'installation qui entend raconter «l'histoire, la beauté, les peuples et les mythes» de cette «mer-Continent», ainsi que les tensions et les dangers qui la guettent aujourd'hui, explore les spécificités de cet espace composite en proposant la narration, à différents niveaux de son histoire, longue et complexe, au moyen d'images satellites inédites, obtenues grâce à une technologie spatiale de pointe. S'articulant autour de trois thématiques essentielles, «l'histoire des terres des eaux, des peuples et des cultures», «la végétation et les parfums» et «la Méditerranée aujourd'hui», le parcours de l'exposition propose au regard du visiteur dans un élan hautement esthétique, des photos et des vidéos interactives, entre autre, à fort impact émotionnel, qui mêlent science et art, passé et présent, selon un fil narratif concis, mais rigoureux et accessible. Le visiteur verra ainsi, vite saisi par des visions, rendues sur différents supports, suggestives de la Méditerranée à l'instar des anciennes villes portuaires, des îles du mythe, des cultures typiques de l'olivier et du blé, des données et des images sur le réchauffement climatique, la réduction des précipitations, ou encore, les vagues de chaleur avec de longues périodes de sécheresse alternant avec des précipitations extrêmes. Initié et réalisé par le ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale en collaboration avec nombre d'organismes spatiaux italiens et européens, ce projet a d'abord été inauguré à Beyrouth (Liban), avant



d'amarrer à Alger pour sa deuxième escale et poursuivre ensuite son voyage en Méditerranée avec, à son programme, plusieurs haltes dans différentes capitales des deux rives. L'installation renseigne également le visiteur, avec quelques approximations numériques, sur la Méditerranée d'aujourd'hui qui compterait 512

millions d'habitants dont 70% vivant en zone urbaine et 584 villes côtières. Le vernissage à Alger, de l'installation «Mediterranea-visions d'une mer ancienne et complexe», s'est déroulé en présence de plusieurs responsables de différentes missions diplomatiques accréditées à Alger, invités à cet événement.

Chanson raï

Djamel Eddine Reffas exhume l'œuvre de Ahmed Zergui

Avec le même esprit novateur gardé intact depuis les premières expériences des années 1970, le même souci d'équilibre entre authenticité du texte et du rythme et ouverture musicale et instrumentale, Djamel Eddine Reffas explore, guitare électrique à la main et pédale wah-wah sous le pied, l'univers anticonformiste du raï selon l'un des pionniers de son évolution, Ahmed Zergui. Si la guitare électrique de Zergui sonnait en son temps comme une rupture avec la tradition et une ouverture de nouvelles voies expérimentales, l'exploration de ce legs par Djamel Eddine Reffas se veut comme un hommage à un esprit novateur et créatif mais aussi comme un repli salutaire sur les premiers balbutiements du raï moderne. Souvent accompagné sur scène de nombreux musiciens de talent, complètement immergés dans l'esprit de l'expérimentation et de la recherche d'harmonie musicale, dont Mehdi Askeur à l'accordéon, Youcef Boukella, le bassiste de génie de l'Orchestre national de Barbes, Kader Denadnia à la guitare rythmique, ou encore Mohamed Menni aux percussions,

Djamel Eddine Reffas, l'un des enfants prodiges du raï, restitue une dynamique créative des plus authentiques qui avait connu un franc succès. Confiée aux bons soins des arrangements et de l'interprétation de Djamel Eddine Reffas, «Jiti Tranji» sonne comme un hymne à l'esprit du créateur de ce que certains ont nommé le «raï électrique». Des touches de reggae, de folk et de jazz, viennent agrémenter ces œuvres, voulues pour s'ouvrir aux autres musiques, coller aux goûts de la jeunesse et voyager plus facilement. Depuis le classement de la chanson raï sur la liste indicative du patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco, qui est venue s'ajouter à d'autres biens culturels immatériels algériens, Djamel Eddine Reffas s'est attelé à promouvoir encore cette musique sur de nombreuses scènes en Algérie et à l'étranger, en choisissant une des figures les plus emblématiques de sa ville de Sidi Bel-Abbès, dont de récentes scènes au festival du raï à Oran et au festival l'Eté en musique à Alger. Un spectacle qui exhume une partie de la douzaine d'enregistrements laissés par

Zergui, et quelques textes et compositions inédits, dont «Andi Mhaïna», «Delali Ha Delali», «Hakda dima Yesrali», toujours avec une grande harmonie instrumentale et une voix mélancolique pleine, qui s'apparente, sans le vouloir, à celle de l'artiste qui a inspiré tant de formations musicales depuis sa disparition en 1983. Natif de Sidi Bel-Abbès, Djamel Eddine Reffas, qui dit avoir découvert la guitare électrique et la musique de Zergui dans son enfance, avait fondé la groupe de rock «Les Outsiders» en 1995, une période qui avait vu la stigmatisation du raï, le poussant à continuer son évolution en underground. A cette époque il s'était rendu compte de l'existence du «Rock Abbassi» resté intact dans œuvre de Zergui. Après avoir longtemps travaillé dans le mouvement artistique de sa ville (danse folklorique et musique), Djamel Eddine Reffas s'installe «à la rue Sidi Brahim à Paris», une adresse «importante» dans l'évolution de son projet, où il a pour voisin un certain Sofiane Saïdi, avec qui il collabore sur son premier album, «El Mordjane»

sorti en 2015. Après le classement de la chanson raï au patrimoine culturel universel, l'occasion se présente pour rendre justice à Zergui, artiste prolifique et plutôt méconnu, et faire connaître sa musique. Pour ce faire, Djamel Eddine Reffas s'entoure d'un orchestre, prend la liberté d'adapter les textes et endosse la responsabilité de chanter, lui le guitariste side-man, qui a gardé l'authenticité de œuvre d'origine en la poussant encore un peu dans la voie du rock sur laquelle elle était déjà engagée. Depuis maintenant une année, l'œuvre de Zergui, comme celle de quelques autres pionniers du genre, est revisitée et portée par de nouveaux projets artistiques comme El Besta, «Gasba électrique» de Aboubakr Maatallah, Sofiane Saïdi ou encore les «Héritières». Djamel Eddine Reffas salue cette «belle dynamique, qui aborde le raï comme un projet artistique et non plus comme un phénomène de société», et souhaite la voir «perenne et qualitative» avec le soutien des collectivités, du mouvement associatif et des instances culturelles qui ont ouvert les portes à ce genre de projets.

Prix de littérature

Assia Ahmed Abdellaoui décroche le Prix Abdul Hameed Shoman de littérature pour enfants

La poétesse algérienne, Assia Ahmed Abdellaoui, a décroché la première place du Prix Abdul Hameed Shoman de littérature pour enfants, décerné par la fondation Abdul Hameed Shoman (édition 2023), ont annoncé les organisateurs. Dans un communiqué rendu public, mardi, sur son site Web, la fondation «Abdul Hameed Shoman», basée en Jordanie, a dévoilé les noms des trois lauréats de son Prix de littérature pour enfants de l'édition 2023 qui a vu la participation de 492 créateurs issus de 17 pays arabes et étrangers,

dans le domaine de «la poésie sur le thème de l'environnement destinée aux enfants âgés de 9 à 12 ans». La poétesse algérienne, Assia Ahmed Abdellaoui, a remporté la première place de cette 17e édition grâce à son recueil de poèmes intitulé «Hamassate Al-Kaynate», tandis que le deuxième prix a été attribué au poète irakien Mohamed Bakr Jameel Al-Husseïn et la troisième place est revenue au poète syrien Aissam Abdel-Salam Mohamed Kinj Al-Halabi. Titulaire d'un Master en didactique du français, Assia Abdellaoui est

poétesse lyrique et auteure de plusieurs chansons pour enfants en langue arabe. Elle compte à son actif deux livres de contes pour enfants. La Fondation Abdul Hameed Shoman organise chaque année ce prix décerné aux écrivains arabes et étrangers, couvrant divers domaines tels la nouvelle, le conte, la poésie, le roman, et le texte théâtral destiné aux enfants, en sus de deux Prix destinés aux enseignants en sciences et aux chercheurs arabes.

Ahsene Saaid /Ag.

EN

Les «remplaçants» ratent le coche

On ne peut pas dire que l'équipe alignée, jeudi, face à la Tanzanie à Annaba, a marqué des points, même si le coach lui trouve des circonstances atténuantes. «Il peut manquer les automatismes, de la fluidité dans le jeu, j'en suis conscient.

Je peux donc mettre certaines imperfections sur le compte de ces facteurs. Aujourd'hui, on voit Kadri qui a peu de sélections, Bouanani aussi, Chaïbi pareil, Zorgane n'a pas joué depuis un moment, Abdelli, Mahious... Ça fait beaucoup de choses, quand même. Tout ça, j'en prends la responsabilité», a-t-il déclaré en conférence de presse à l'issue de la rencontre soldée par un triste 0 à 0 devant des Tanzaniens qui ont joué le match de leur vie pour se qualifier à la phase finale de la CAN 2023. Il leur manquait un point pour assurer leur présence en Côte d'Ivoire, l'hiver prochain, ils sont allés le chercher avec leurs tripes. Les Verts ont rarement inquiété l'arrière-garde de la Tanzanie, malgré leur domination, notamment en seconde période. Un match de reprise en somme pour les camarades de Mandi au cours duquel l'absence de certains tauliers s'est fait sentir. Est-ce à dire que la majorité des joueurs alignés n'ont pas le niveau pour évoluer en sélection, du moins en tant que titulaires ? C'est l'avis de nombreux observateurs, mais pas forcément celui du sélectionneur national. «Sur l'aspect technique, j'ai beaucoup de motifs de satisfaction. J'ai vu beaucoup de jeunes, pour la plupart, qui n'ont pas l'habitude de jouer ensemble», a-t-il rétorqué. Pour lui, la piètre prestation de ses poulains s'explique par l'arbitrage «vieux» et le mauvais état du terrain. «Quand je vois tous ces jeunes, avec beaucoup d'envie, très agréables à voir jouer comme Bouanani, Chaïbi, Kadri, Zorgane qui a émergé du lot, Aït Nouri. On les fait jouer sur cette mauvaise pelouse et avec un arbitrage qui laisse à désirer, je n'ai plus les mots, ça me dépasse», se plaint-il. Cela ne doit occulter néanmoins le manque d'inspiration de son groupe qui n'est pas à la hauteur des attentes d'un public resté sur sa faim. Il est vrai que sur le plan comptable l'équipe nationale a honoré ses engagements. Elle reste invaincue lors de ces éliminatoires de la CAN avec 16 points engrangés sur 18 possibles. Tout le monde aurait aimé qu'elle termine le boulot par un succès, mais ce n'était pas possible. Trop d'absences au sein de l'effectif et d'autres joueurs



qui ne sont pas vraiment au top de leur forme en ce moment. Cela s'est immanquablement répercuté sur le rendement général de l'équipe. La déception est grande chez les fans, mais il faut relativiser sachant que les Verts se sont qualifiés aisément à la phase finale de la CAN. Cependant, Belmadi sait à quoi s'en tenir désormais. «Cette trêve est probablement la dernière du genre, les qualifications pour le mondial

arrivent, la CAN arrive, l'étau va se resserrer», a-t-il prévenu. Si beaucoup de joueurs ont été testés jusque-là, on pense que le coach national va désormais compter sur ses habitués titulaires, à condition toutefois qu'ils retrouvent la forme. Mais cela ne devrait pas poser problème.

Ali Nezlioui

CAN-2023 de volley-ball (1/8es de finale) L'Algérie écarte le Ghana (3-0) et rejoint le Rwanda en quart de finale

La sélection algérienne masculine de volley-ball s'est qualifiée aux quarts de finale du Championnat d'Afrique des nations (3-13 septembre), en s'imposant devant le Ghana sur le score de 3 sets à 0 (25-22, 25-21, 25-20), vendredi au complexe olympique du Caire. En quart de finale prévu samedi (13h00, heure algérienne), le Six algérien affrontera le Rwanda, qui a battu plus tôt ce vendredi la Tanzanie sur le score 3 sets à 1 (25-22, 27-29, 25-21, 25-12). Les autres affiches des huitièmes

de finale ont enregistré les qualifications de la Tunisie (tenante) devant le Sénégal (3-0), du Cameroun face au Burundi (3-0), du Tchad aux dépens de la Gambie (3-1) et du Maroc contre le Mali (3-0). Le dernier huitième de finale oppose actuellement l'Égypte au Kenya, alors que la Libye leader du groupe (C) a été exemptée de ce tour. Cette 24e édition du Championnat d'Afrique des nations, a enregistré la participation de 15 pays répartis en quatre poules (A, B, C, D).

Les quinze équipes se sont qualifiées aux huitièmes de finale du tournoi. Les quarts de finale du tournoi continental sont programmés samedi, alors que les demi-finales sont prévues lundi 11 septembre. La finale et le match de classement (3e-4e places) se disputeront mercredi 13 septembre. La dernière édition du Championnat d'Afrique des nations masculin, disputée en 2021 au Rwanda, avait été remportée par la Tunisie devant le Cameroun (3-1).

CAN-2025 et 2027

Les pays hôtes connus le 27 septembre

La Confédération africaine de football a annoncé, dans un communiqué officiel, la date du 27 septembre 2023 pour l'annonce des pays qui auront l'honneur d'organiser les Coupes d'Afrique des Nations de 2025 et 2027. L'annonce a été faite lors de la réunion du comité exécutif de la CAF («EXCO»), tenue jeudi au Caire en Égypte par visioconférence où les discussions portaient entre autres sur l'attribution des prochaines éditions des Coupes d'Afrique des Nations (CAN) de 2025 et 2027. «Nous nous réunirons à nouveau au Caire le mercredi 27 septembre 2023 pour discuter et prendre des décisions concernant les pays qui se verront attribuer la CAN TotalEnergies 2025 et la CAN 2027», a déclaré le président de la Confédération africaine de football, Patrice Motsepe, dans un communiqué, et les heureux élus seront donc dévoilés ce jour-là. Concernant le même sujet, l'instance africaine avait indiqué qu'elle rendrait sa décision début septembre puis même évoqué, par la voix de son secrétaire général Véron Mosengo-Omba l'échéance de mi-août. Lors de la réunion de jeudi, les membres de son Comex ont toutefois débattu du rapport remis par les commissions d'évaluation indépendantes suite à des visites d'inspection dans chaque pays postulant. Et, au terme de cette réunion, la CAF a enfin communiqué une date claire. Pour rappel, l'Algérie a candidaté à l'organisation des deux éditions, alors que le duo Nigeria-Bénin, la Zambie et le Maroc sont candidats pour accueillir l'édition 2025, tandis que le Botswana, l'Égypte, le Sénégal, et le trio Kenya-Ouganda-Tanzanie postulent pour 2027. La réunion du Comité exécutif de la CAF («EXCO»)

a également discuté des excellents préparatifs et progrès réalisés dans l'organisation de la passionnante compétition de football de club, l'African Football League («AFL») qui débute le 20 octobre 2023 à Dar es Salam, en Tanzanie. «Le Comité Exécutif de la CAF a pris d'importantes décisions à l'unanimité qui contribueront de manière significative à la durabilité, à la compétitivité mondiale et à l'attractivité du football sur le continent africain. La CAF accueillera également, dans les prochaines semaines, la première réunion de l'Association des Clubs Africains (ACA) représentant les clubs de football les plus prospères et les plus grands d'Afrique. Nous voulons que les clubs de football africains soient commercialement viables et rentables. Je continuerai à m'engager auprès de nos sponsors et partenaires actuels et futurs pour m'assurer que nous construisons des relations mutuellement bénéfiques et à long terme», a déclaré le président, Motsepe. Au cours de la réunion des résolutions unanimes ont été adoptées et des décisions qui ont été prises par la direction de la CAF ont également été ratifiées. Le secrétaire général de la CAF, Véron Mosengo-Omba, a dans son rapport, informé les membres de («EXCO») des progrès réalisés en Côte d'Ivoire pour la Coupe d'Afrique des Nations Côte d'Ivoire 2023 qui débutera le 13 janvier 2024. Les éliminatoires de la CAN-2023 se poursuivent, avec la 6e et dernière journée, entamée, mercredi et qui prendra fin le 12 septembre avec un certain Cameroun-Burundi (2e à égalité avec 4 points) qui éliminera le perdant et qualifiera le vainqueur. La Namibie est leader avec (5 points).

Ligue 1 Mobilis – Transferts Adlène Guedioura signe pour deux ans au CR Belouizdad

Le milieu de terrain international algérien, Adlène Guedioura, libre de tout engagement, s'est engagé pour deux ans avec le CR Belouizdad, a annoncé le champion d'Algérie en titre de Ligue 1 Mobilis. «Bienvenue au char d'assaut Adlène Guedioura chez les Rouges», a écrit le CRB dans un bref communiqué, diffusé sur ses réseaux sociaux, au bas d'une photo du robuste milieu récupérateur, âgé de 37 ans. Un deuxième gros coup sur le marché des transferts après celui du gardien international Raïs Wahab M'Bolhi, qui avait signé vendredi dernier, également pour deux ans. Le CRB semble privilégier la carte de l'expérience, n'hésitant pas à engager des joueurs de plus de 35 ans, pour augmenter ses chances de jouer les premiers rôles en Ligue des champions : le rêve suprême des fans belouizdadis. Né le 12 novembre 1985 à La Roche-Sur-Yon (Vendée/France), Guedioura a joué dans plusieurs pays au début de sa carrière, particulièrement en Belgique et en Angleterre, avant de se rendre au Qatar, où il portait les couleurs d'Al Duhail, puis Al-Wakrah. Il compte 63 sélections en équipe nationale et deux buts sous le maillot Vert. Le CRB affrontera la formation sierraléonaise de Bo Rangers au deuxième tour préliminaire de la Ligue des champions de la CAF. La manche aller aura lieu en déplacement (15-17 septembre) et le retour (29, 30 septembre et 1er octobre 2023).

Aviron / Mondiaux 2023 - Skiff poids léger L'Algérien Sid Ali Boudina termine 3e de la finale (B)

Le rameur algérien Sid Ali Boudina a pris la 3e place de la finale (B) de la spécialité skiff poids léger des Mondiaux 2023 d'aviron, dans la course disputée vendredi à Belgrade (Serbie). Boudina a terminé la course en 8:06.17, derrière le vainqueur l'Américain Samuel Melvin (8:02.59) et son poursuivant l'Espagnol Manel Balastegui (8:04.34). Jeudi, le rameur algérien s'était classé en 4e position de la demi-finale, après avoir bouclé la distance en (7:58.75), alors que les trois places qualificatives pour la finale A sont revenues au Polonais Artur Mikolajczewski (7:44.19), le Français Baptiste Savaete (7:48.40) et l'Autrichien Lukas Reim (7:53.75). Organisés du 3 au 10 septembre courant à Belgrade (Serbie), ces Mondiaux-2023 sont qualificatifs aux JO de 2024 à Paris (France). Lors de la précédente édition, disputée en 2022, Boudina avait remporté la finale (B).

MDN

Le général d'armée Saïd Chanegriha en visite de travail et d'inspection à la Base aérienne d'Oum El Bouaghi

Le général d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a effectué, jeudi, une visite de travail et d'inspection à la Base aérienne d'Oum El Bouaghi (5e Région militaire), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Après la cérémonie d'accueil donnée par le général-major Nouredine Hambli, commandant de la 5e Région militaire et le général-major Mahmoud Laraba, commandant des Forces aériennes, le général d'armée a inspecté des formations relevant des Forces aériennes qui lui ont rendu les honneurs», précise la même source. Le chef d'état-major de l'ANP a, ensuite, «suivi un exposé présenté par le commandant des Forces aériennes portant sur l'état d'avancement des programmes de développement tracés pour cette importante unité, qui s'inscrivent dans le cadre des efforts du haut commandement, visant la modernisation du corps de bataille de l'Armée nationale populaire». Il s'est, par la suite, «enquis des installations et des moyens aériens et techniques en dotation au niveau de cette base, où il a reçu des explications exhaustives s'y rapportant», ajoute le communiqué. Le général d'armée a, à cette occasion, «exhorté l'ensemble des cadres et des personnels sur l'impératif de consentir davantage d'efforts, notamment dans le domaine de la sécurité aérienne et la préservation des équipements mis à disposition, et de mettre en œuvre les programmes de préparation au combat, avec toute la rigueur et la détermination requises, dans l'objectif de maintenir au plus haut niveau la disponibilité opérationnelle de cette base aérienne», conclut le communiqué.



MAE

L'Algérie condamne fermement les attaques terroristes au Mali

L'Algérie a fermement condamné les attaques terroristes qui viennent d'endeuiller le Mali et exprimé sa sympathie et sa solidarité face à cette épreuve que lui impose le fléau terroriste, indique ce vendredi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. «L'Algérie condamne fermement les attaques terroristes qui viennent d'endeuiller le Mali frère et voisin. Elle lui

exprime sa sympathie et sa solidarité face à cette épreuve que lui impose le fléau terroriste», souligne le communiqué.

L'Algérie tient à «exprimer de nouveau sa ferme conviction que c'est par la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger de bonne foi sur la base d'une volonté politique qui ne souffrirait d'aucune hésitation ni réserve, que le Mali pourra construire un

front interne capable de résister aux agressions que le terrorisme fait subir au Mali et au-delà à l'ensemble de la région», ajoute la même source. De plus, l'Algérie tient à «assurer le Mali que sa disponibilité à travailler avec lui pour la mise en œuvre de cet accord reste entière, car il constitue le rempart qui préserve la sécurité, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la stabilité de ce pays frère», conclut le communiqué.

Diplomatie

Arrivée de M. Attaf à Budapest pour une visite de travail en Hongrie

Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf est arrivé, ce vendredi à Budapest, pour une visite de travail en Hongrie, indique un communiqué du ministère. Cette visite s'inscrit dans le cadre «des efforts visant à donner une nouvelle dynamique aux relations de coopération et d'amitié

liant les deux pays et à renforcer la concertation politique bilatérale autour des questions d'intérêt commun», précise le communiqué. Le ministre aura des entretiens avec son homologue hongrois, Peter Szijjarto ainsi qu'une rencontre avec des représentants de la communauté algérienne établie dans ce pays ami, ajoute la même source.

CRAAG

Secousse tellurique de magnitude 3,8 dans la wilaya de Chlef

Une secousse tellurique de magnitude 3,8 sur l'échelle ouverte de Richter, a été enregistrée ce vendredi à 08h08 dans la wilaya de Chlef, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 5 km au nord-est de Beni Rached (wilaya de Chlef), précise la même source.

Transferts dans les spécialités de médecine à Ouargla, Béchar et Laghouat Le ministère de l'Enseignement supérieur lance une cession spéciale

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'ouverture d'une session spéciale aux nouveaux bacheliers pour la réorientation et les transferts dans les spécialités de médecine à travers 3 facultés dans les universités de Ouargla, Béchar et Laghouat, à partir du 8 septembre. Le ministère porte à la connaissance des nouveaux bacheliers souhaitant rejoindre les spécialités médicales suivantes: médecine, pharmacie et chirurgie dentaire, dans les facultés de médecine de Ouargla, Béchar et Laghouat, et remplissant des conditions d'admission, qu'une session spéciale pour la réorientation et le transferts sera ouverte du 8 au 10 septembre, via le lien :

<https://progres.mesrs.dz/webetu>. L'admission sera conditionnée par l'obtention, pour l'accès à la spécialité de médecine, d'une moyenne pondérée ou d'une moyenne générale au BAC égale ou supérieure à 16,52 en sciences expérimentales, 17,00 en mathématiques et 17,34 en Maths-Techniques. L'accès à la spécialité de pharmacie sera conditionné par l'obtention d'une moyenne de 15,94 en sciences expérimentales, 16,41 en mathématiques et 16,73 en maths-techniques. L'accès à la spécialité chirurgie dentaire sera conditionné, quant à elle, par l'obtention d'une moyenne de 16,42 en Sciences expérimentales, 16,90 en mathématiques et 17,24 en maths-techniques, ajoute le communiqué.

● Premier Festival international des échecs de la ville d'Oran Brahami Lamine en classique et Arouane Saadi en blitz sacrés

Les échepiles Brahmi Lamine en jeu classique et Arouane Saadi en blitz ont remporté le premier Festival international des échecs de la ville d'Oran, clôturé jeudi après-midi à la bibliothèque régionale Bakhti-Benaouda d'Oran. L'Algérien Brahmi a nettement dominé la compétition du classique en remportant huit victoires et un nul devant ses compatriotes Adjerit Nouredine et Benrekia Yacine qui ont complété le podium. En blitz, Arouane a dominé les débats devant ses compatriotes Adjerit Nouredine et Hamdane Abderahmane El Hadi. Ce Festival international des échecs, disputé selon le système suisse en neuf rondes à la cadence jeu rapide homologué par la Fédération internationale des échecs, a été jugé d'un niveau technique «très élevé» par le directeur de la compétition, l'arbitre international Ali Benyamina.

Cette manifestation sportive de cinq jours, organisée par l'association «La Relève» des échecs d'Oran en collaboration avec la Direction de la jeunesse et des sports d'Oran et la Fédération algérienne des échecs, a regroupé plus de 200 échepiles dames et messieurs dont un palestinien et un jordanien. Ce rendez-vous sportif a été clôturé par une cérémonie de remise de prix et de cadeaux aux lauréats, en présence des membres de la Fédération algérienne des échecs, de représentants de la DJS et de personnalités sportives.

● Intelligence artificielle à l'école L'Unesco recommande une limite d'âge

L'Unesco a appelé jeudi les gouvernements à «rapidement réglementer» l'usage des outils d'intelligence artificielle comme le chatbot viral ChatGPT dans les salles de classe, y compris en restreignant leur utilisation à des enfants plus âgés. Dans un guide devant être rendu public jeudi, l'organisation des Nations unies considère que les autorités publiques ne sont pas prêtes à gérer les problématiques éthiques liées à l'intégration des programmes d'intelligence artificielle en milieu scolaire. Le remplacement des professeurs par de tels programmes pourrait affecter le bien-être émotionnel des enfants et les rendre vulnérables à la manipulation, avertit l'organisation basée à Paris. Les programmes d'IA générative accessibles au grand public se sont multipliés depuis fin 2022. Cet essor a aussi suscité des craintes sur de nouvelles formes de plagiat ou de triche au sein des écoles et des universités, sans toutefois venir diminuer l'attractivité d'un marché de l'éducation jugé potentiellement très lucratif.



L'ÉCHO D'ALGERIE

INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Quotidien National d'Information

**Pour votre publicité ou vos annonces,
veuillez contacter notre département
marketing - commercial**

Contactez :

Tél-Fax : 023 54 23 04

E-mail : echodalgerie@gmail.com

www.lechodalgerie.dz

